L'EUROPE DES LUMIÈRES

Pierre-Yves Beaurepaire

puf

QUE SAIS-JE ?

L'Europe des Lumières

PIERRE-YVES BEAUREPAIRE

Professeur d'histoire moderne
à l'Université de Nice Sophia-Antipolis,
Membre de l'Institut universitaire de France

Deuxième édition mise à jour
7e mille

DU MÊME AUTEUR

Les francs-maçons à l'orient de Clermont-Ferrand au XVIIIe siècle, Clermont-Ferrand, Presses de l'Université Blaise-Pascal, 1991.

Franc-maçonnerie et cosmopolitisme au siècle des Lumières, Paris, EDIMAF, 1998.

L'autre et le frère. L'étranger et la franc-maçonnerie en France au XVIIIe siècle, Paris, Honoré Champion, 1998.

Avec Charles Giry-Deloison, *La terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne, XVIIe-XVIIIe siècles*, Neuilly, Atlande, 1999.

La République universelle des francs-maçons. De Newton à Metternich, Rennes, Ouest-France, 1999.

La plume et le compas au siècle de l'Encyclopédie. Franc-maçonnerie et culture de la France des Lumières à la France des notables, Paris, EDIMAF, 2000.

Édition de *La plume et la toile. Pouvoirs et réseaux de correspondance dans l'Europe des Lumières*, Arras, Artois Presses Université, 2002.

L'Europe des francs-maçons, XVIIIe-XXIe siècle, Paris, Belin, 2002.

Nobles jeux de l'arc et loges maçonniques dans la France des Lumières. Enquête sur une sociabilité en mutation, Montmorency, Ivoire-clair, 2002.

L'espace des francs-maçons. Une sociabilité européenne au XVIIIe siècle, Rennes, Pur, coll. « Histoire », 2003.

Avec Dominique Taurisson, édition de *Les ego-documents à l'heure de l'électronique. Nouvelles approches des espaces et des réseaux relationnels*, Montpellier, Presses universitaires de Montpellier, 2003.

(suivi page no 133)

ISBN 978-2-13-061974-1
ISSN 0768-0066

Dépôt légal – 1re édition : 2004.
2e édition mise à jour : 2013, mars

© Presses Universitaires de France, 2004
6, avenue Reille, 75014 Paris

INTRODUCTION

Préfiguration de la construction européenne contemporaine pour certains, française pour Louis Réau et Marc Fumaroli, l'Europe des Lumières échappe pourtant à toute définition simple. Ses frontières posent un premier problème, d'autant plus aigu qu'elles sont perçues comme des frontières de civilisation. L'« européanité » de la Russie est l'objet de discussions enflammées au XVIIIe siècle, comme la candidature de la Turquie à l'Union européenne donne actuellement lieu à de violents débats. À l'Europe française certains préfèrent l'Europe anglaise, arguant des échecs français lors de la guerre de Succession d'Espagne (1701-1713) et de la guerre de Sept Ans (1756-1763), et de la force d'attraction politique, philosophique, économique et sociale qu'exerce la puissance anglaise. Et de souligner que l'anglomanie prend régulièrement le pas sur la gallomanie et flirte avec la gallophobie.

Ces étiquettes sont manifestement peu satisfaisantes. Pourquoi ne pas aller jusqu'à parler d'Europe américaine, si l'on songe à l'adhésion de l'aristocratie libérale et des gens de lettres à la cause des Insurgents des treize colonies anglaises d'Amérique du Nord, à leur revendication du droit au bonheur et à l'indépendance ? Il faudrait tout autant insister sur la métamorphose de l'Écosse. Aux marges de l'Europe, vaincue, humiliée par l'Angleterre hanovrienne en 1745, elle entre à la fois brutalement et avec succès dans une

phase de croissance urbaine et économique, combinée à l'essor remarquable des Lumières écossaises dans les domaines politiques et économiques. Édimbourg est incontestablement un pôle structurant de l'espace intellectuel européen et des débats qui l'animent. Évoquer une Europe écossaise au Siècle des Lumières n'aurait pourtant pas grand sens. En revanche, mettre l'accent sur la richesse de la contribution écossaise aux échanges savants, intellectuels et à l'affirmation d'une culture politique et économique, insister sur la vitalité et la capacité d'innovation d'une sociabilité urbaine animée par les loges maçonniques – pour la plupart antérieures à leurs sœurs et rivales anglaises –, les clubs et les sociétés, contribue à donner une autre image de l'Europe des Lumières, moins réductrice, mais plus exacte.

Car l'Europe du XVIIIe siècle est une mosaïque d'États – donnée essentielle –, un espace de communication inégalement desservi par les réseaux postaux, la presse en essor rapide, les routes et les canaux. Si l'utopie technicienne de la circulation sans obstacle, pacifique et harmonieuse, des hommes, des idées, des nouvelles et des marchandises l'investit au point de le saturer, c'est précisément parce que, malgré les progrès qu'enregistrent alors les moyens de communication, les hommes des Lumières rêvent d'une accélération du temps et d'une contraction de l'espace plus fortes encore. D'où la prégnance du modèle de la République des Lettres de la Renaissance et de l'universelle communauté des gens de lettres unis dans

la quête des Lumières, du progrès de la raison et de la science, pour le bien commun et le bonheur de l'humanité.

Mais, ici aussi, les difficultés apparaissent et l'Europe des Lumières échappe à toute définition simple et univoque. Sinon, pourquoi, en 1784, Emmanuel Kant éprouverait-il le besoin de se saisir du dossier et de répondre à l'interrogation qui taraude l'Europe des gens de lettres sur son identité, ses contours et son projet : *Was ist die Aufklärung ? (Qu'est-ce que les Lumières ?)* Car ces Lumières sont plurielles : aux Lumières de la raison, du rationalisme et, pour quelques-uns, du matérialisme athée, répondent les Lumières dévotes dont on perçoit aujourd'hui l'ampleur et l'importance ainsi que les Lumières de l'irrationnel et du mystère – l'alchimie n'est pas morte au XVIIIe siècle et les hautes sciences continuent à fasciner, y compris par le caractère mondain qu'elles peuvent prendre. Les Lumières « françaises » et l'*Aufklärung* allemande ne jouent pas la même partition. La campagne pour « écraser l'infâme » choque nombre d'*Aufklärer*. En Allemagne même, le commentaire engagé que Daniel Chodowiecki donne de sa gravure *Aufklärung* ne fait pas l'unanimité : « Cette tâche sublime de la raison n'a pas encore (peut-être parce que la chose est trop récente) d'emblème allégorique qui soit universellement compris, sinon celui du soleil levant. Et sans doute ce symbole restera-t-il d'ailleurs longtemps le plus pertinent, à cause des brumes qui toujours monteront des marécages, des encensoirs et des victimes brûlées

sur des autels idolâtres et qui risqueront d'en voiler la lumière. Mais pour peu que le soleil se lève, peu importent les brumes. » La remarque vaut également pour *Sapere aude !* (Ose savoir !), la devise des Lumières selon Kant, objet d'interprétations multiples et contradictoires, des plus fidèles à la lettre de cette citation d'Horace et à la République des Lettres du XVIe siècle aux plus engagées dans les combats des Lumières radicales et dans les débats qui émeuvent – au sens fort que le mot a au XVIIIe siècle – l'espace public.

Pour autant, nul doute que certains courants des Lumières, comme celui des Lumières radicales, ont une audience européenne, même si elle est cantonnée, segmentée. Dans ces conditions, l'Europe des Lumières n'est pas plus l'Europe de Voltaire que l'Europe de la Renaissance n'est celle d'Érasme. Si le « monarque de toute la République des Lettres », comme l'imprimeur bâlois Boniface Amerbach nommait Érasme, a pu faire l'objet de violentes critiques au XVIe siècle, le « roi » Voltaire est dénoncé par d'authentiques hommes des Lumières comme un despote autoritaire, voire un tyran.
Pourquoi ne pas alors explorer la piste de l'Europe des despotes éclairés, qui fascinent, attirent, instrumentent et parfois dupent les philosophes, comme Voltaire en a fait l'amère expérience avec Frédéric II ? Le phénomène a incontestablement une dimension européenne. Il concerne principalement le Portugal de Pombal sous Joseph Ier et Maria Francisca (1756-1777), l'Espagne de Charles III (1759-1788), l'autre royaume Bourbon

des Deux-Siciles avec le futur Charles III d'Espagne (1735-1769), l'Autriche de Joseph II (1765-1790), la Prusse de Frédéric II (1740-1788), la Saxe de Frédéric-Auguste II (1733-1763), la Pologne de Stanislas Poniatowski (1764-1795), la Russie de Catherine II (1762-1796), le Danemark du ministre Struensee sous Christian VII et la Suède de Gustave III (1771-1792). Mais il n'embrasse pas tout le siècle. En outre, des puissances majeures comme la France et l'Angleterre restent en marge.

On l'a compris, appréhender l'Europe des Lumières suppose de faire l'effort d'une histoire véritablement européenne. Il faut rompre avec la juxtaposition de tableaux nationaux pour appréhender l'espace européen des Lumières – sans jamais oublier ses interactions avec la géopolitique mouvante du Vieux Continent –, dans ses dynamiques, ses lignes de force et de fracture, à différentes échelles : celle du travail localisé du collectionneur érudit ou de l'amateur, mais aussi celle plus éloignée, voire incertaine, de la reconnaissance académique. Il est également nécessaire de se déprendre d'une représentation irénique et anachronique de l'Europe des Lumières qui gomme les conflits, les tensions et les enjeux qui l'animent et la blessent, pour en faire un modèle de construction politique harmonieuse. De ce point de vue, l'historien ne peut pas *penser l'Europe* comme le sociologue Edgar Morin qui invite en 1987 les intellectuels contemporains à renouer « avec une tradition séculaire issue du Moyen Âge, où les clercs étaient européens par nature. […] elle s'est

développée dans les Temps modernes pour arriver à la conscience européenne cosmopolite commune des philosophes des Lumières ». En revanche, il ne peut pas gommer l'existence d'une conscience européenne – dont il faudra mesurer l'impact sur les pratiques – magnifiquement formulée par Edward Gibbon (1733-1794) dans son *Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain* (1776-1788) :

« Le devoir du patriote sera de faire passer avant toute chose le bonheur et la gloire de son pays ; mais le philosophe a le droit d'élargir ses observations et de considérer l'Europe comme une grande république dont les habitants ont atteint à peu près le même niveau d'éducation et de culture. L'équilibre des puissances se modifiera, notre royaume, ou les royaumes voisins, passeront par des phases de grandeur ou de dépression ; mais ces événements partiels n'affecteront pas notre état général de bonheur, nos arts, nos lois, nos mœurs, tout ce qui distingue avantageusement du reste de l'humanité les pays d'Europe et leurs colonies. »

Le rayonnement culturel et artistique français activement supporté par l'affirmation du modèle parisien – mais par là même également européen, en raison du cosmopolitisme de la bonne société – du goût et de la vie mondaine, ne suffit pas à faire de l'Europe des Lumières une Europe française. Le modèle n'est pas reçu passivement ; il est lu, interprété, approprié, amalgamé, digéré, rejeté parfois. Il sert aussi d'incubateur à une culture nationale en construction, dans l'espace germanique notamment, de la même

manière que tout au long du XVIIIe siècle le cosmopolitisme et le patriotisme se croisent, s'enrichissent, se contrarient, s'affrontent, notamment chez Johann Gottfried Herder (1744-1803) qui revendique les droits de la culture allemande face à l'hégémonie des Lumières françaises que véhiculerait le cosmopolitisme, avant que le philosophe Johann Gottlieb Fichte (1762-1814) ne tente en vain, à la tombée des Lumières, de les articuler. À la problématique datée de la réception dans les cultures nationales des Lumières françaises, il faut préférer une étude plus fine des échanges interculturels, des lectures, des rencontres interpersonnelles, avec une œuvre marquante, ainsi que des engagements collectifs. Il faut mettre l'Europe des Lumières à l'épreuve des pratiques : la mobilité – celle des étudiants, des diplomates, des aristocraties, des négociants, des artistes, des savants, des francs-maçons et des militaires –, la circulation des œuvres, de leurs comptes rendus dans les journaux, de leurs traductions et contrefaçons.

L'espace européen des Lumières est donc l'objet de ce livre que complètent d'autres de nos travaux dont on trouvera les références dans la bibliographie finale. Le choix de présenter l'Europe des Lumières et non l'Europe du XVIIIe siècle – il ne s'agit pas non plus de proposer une synthèse sur les Lumières – met l'accent délibérément sur l'histoire culturelle, et sur un phénomène dont le caractère européen est manifeste : aux Lumières du français répond l'*Enlightenment* anglais, l'*Illuminismo* italien, l'*Aufklärung* allemande,

l'*Ilustración* espagnole, même si leurs acceptions sont multiples et si leurs manifestations ne sont pas synchrones. Mais l'ampleur du phénomène, la conscience européenne des générations qui s'enrôlent successivement pour faire reculer les ténèbres de l'ignorance et – de manière moins unanime – de la superstition ne doivent pas cacher ses multiples facettes et ses contradictions, ses oscillations et ses rythmes inégaux. On ne trouvera pas ici la traditionnelle galerie de portraits des grands hommes des Lumières – philosophes ou princes éclairés –, ou une anthologie des monuments littéraires du siècle, extraits choisis trop souvent détachés de l'environnement de leurs production, diffusion et réception. La célébration nostalgique de la conversation mondaine et du monde disparu des salons n'éclaire pas les jeux et les enjeux de la vie de société qui brille alors et dont le Paris cosmopolite est incontestablement l'astre principal et le modèle.

Cette attention à l'espace et à la circulation ne signifie pas pour autant que l'histoire des Lumières doive ignorer les recherches littéraires sur le XVIIIe siècle. Si l'histoire classique des idées a ses limites, en revanche, certains rapprochements sont prometteurs. On lit ainsi, dans la synthèse littéraire *L'invention de l'intellectuel dans l'Europe du XVIIIe siècle* proposée par Didier Masseau : « De manière plus globale surgit le sentiment d'une communauté européenne des Lumières, fondée sur un nouveau mode d'appréhension du monde, un même

souci de rechercher la vérité, alors que l'idée de nation n'est pas encore née et que les solidarités traditionnelles subissent un ébranlement décisif. Or, les intellectuels contribuent à inventer de nouveaux liens fondés sur les talents et le savoir par-delà les clivages sociaux et les appartenances institutionnelles ou religieuses qu'on pourrait appeler verticales. Se crée ainsi un espace de communication que favorisent les voyages, l'accroissement européen des réseaux académiques, l'essor de la franc-maçonnerie et l'évolution des salons littéraires. » Si cette esquisse mériterait sans doute d'être précisée et nuancée, en tout cas il faut se féliciter de la prise en compte des enjeux spatiaux, sans quoi il n'est pas d'histoire véritablement européenne des Lumières possible.

Chapitre I

RÉPUBLIQUE DES LETTRES OU EUROPE ARISTOCRATIQUE ?

I. – L'héritage de la République des Lettres

1. **Penser l'Europe au XVIII^e^ siècle. -** Pour James McClellan, « c'est penser les académies et la fameuse République des Sciences et des Lettres », que Lorraine Daston définit comme un « vrai territoire parmi les États souverains du Siècle des Lumières ». De fait, l'Europe des Lumières est fréquemment rattachée, voire identifiée à la République des Lettres, des Sciences et des Arts, « utopie planétaire » qui anime les érudits européens de la Renaissance à l'aube des Lumières, d'Érasme à Pierre Bayle, communauté savante idéale, espace de circulation et d'échanges harmonieux – prétendument – affranchis des tutelles politiques, sociales et confessionnelles. L'égalitarisme est mis en avant comme un caractère distinctif de la République des Lettres et de son legs aux Lumières européennes : « Nous regardons, écrit l'abbé Arnauld, les gens de lettres, sans aucune distinction, comme citoyens d'une seule et même République des Lettres dont tous les membres sont égaux et où il n'est permis à personne d'affecter la tyrannie. » Dans la préface à son édition des lettres de Bayle, Pierre Desmaizeaux (1673-1745) insistait lui aussi sur l'indépendance de la République

des Lettres et l'autonomie de ses membres : c'est « un État répandu dans tous les États, une République, où chaque membre, dans une parfaite indépendance, ne reconnaît d'autres lois que celles qu'il se prescrit à lui-même ».

En 1763, alors que l'Europe retrouve la paix après sept ans d'une guerre continentale qui prend des allures de conflit mondial en raison de ses prolongements coloniaux, Richard de Ruffey, président de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, souligne que « les académies [sont] les diverses colonies de la République des Lettres », que Voltaire présente comme « cette grande société des esprits répandue partout, partout indépendante ».

Pourtant, l'*Encyclopédie* ne comporte pas d'article « République des Lettres ». Lorsque Diderot parle d'une ligue philosophique, il fait référence à une association volontaire, engagée dans l'espace public et ses combats, alors que la majorité des républicains des Lettres veulent tenir leur sphère de communication érudite et savante à l'écart de ces débats. Par ailleurs, l'observation de la distribution dans l'espace européen des académies et institutions savantes peut-elle faire l'économie de l'attention portée au rôle des princes et des États ? Indépendamment du commerce savant qu'entretiennent lesdites institutions, à la fois officiellement et individuellement, de savant à savant, l'intervention croissante des États au XVIII^{e} siècle pèse nécessairement sur l'indépendance évoquée par Lorraine Daston. Sverker Sörlin, notamment, pointe

l'importance du contexte national et des intérêts nationaux. Sans nier la prégnance du modèle de la République des Lettres au XVIII^{e} siècle, il faut s'interroger sur les représentations qu'en ont et qu'en font les hommes des Lumières, sur la manière dont ils se l'approprient pour en faire éventuellement le vecteur et le cadre d'autres desseins, d'autres engagements. Il convient également de distinguer pratiques et représentations, l'espace européen des Lumières et le modèle utopique.

2. **Un commerce intellectuel. -** Alors qu'il est parti étudier à Genève, Pierre Bayle, futur éditeur des *Nouvelles de la République des Lettres* (Amsterdam, 1684-1718), écrit à son frère aîné Jacob, demeuré au Carla dans le comté de Foix – donc à l'écart de la République des Lettres et de la circulation savante :

« Je vous avertissais par ma dernière qu'un illustre jeune homme M. Basnage [Jacques Basnage (1653-1723), auteur en 1702 de l'*Histoire des ouvrages des savants*], avec qui je suis logé et qui cherche d'établir un grand commerce de toutes parts, ne sera pas fâché d'en avoir avec vous. Il aime les belles-lettres passionnément, et sait toujours cent belles et curieuses choses touchant la république des muses dont il vous régalera dans ces pays déserts et éloignés de la source des nouvelles […]. Cependant, comme je vous le disais dans ma dernière, il ne vous est pas impossible de fournir votre écot à ce commerce épistolaire. Outre que vous avez l'art de bien écrire et que vous êtes un

ruisseau qui coule de source, vous pourrez apprendre à ce M. ce qui regarde les muses de la Guyenne et du Languedoc dont on n'entend point parler ici. »

Le jeune Pierre Bayle témoigne de l'importance du *commercium litterarium* comme droit d'entrée dans la République des Lettres mais aussi comme influx nerveux d'une communauté savante dispersée, éclatée – une authentique diaspora qui ne peut laisser les hommes du Refuge huguenot indifférents –, mais tendue vers un but commun, le progrès de l'intelligence, de la connaissance et des Lumières. Déjà, en 1666, les membres de l'Académie florentine du Cimento appelaient à « une libre communication des diverses sociétés dispersées, comme elles le sont aujourd'hui, à travers les plus illustres et les plus remarquables régions du monde » et imaginaient une « académie de papier ». Un siècle plus tard, en 1785, Gomes de Lima, fondateur de l'*Academia Portopolitana de Medicina,* se réjouit de ce que les savants espagnols et portugais aient abandonné les « préoccupations vulgaires et nationales » car « les hommes de Lettres reconnaissent pour patrie le monde entier ». Vingt ans plus tôt, à Milan, Pietro Verri (1728-1797), figure centrale des Lumières lombardes, soutenait que les collaborateurs du périodique *Il Caffè* (1764-1766) étaient de « bons cosmopolites », qui avaient « uniquement en vue les progrès des sciences, des arts et des vertus sociales ». Quant à Condorcet, représentant de la dernière génération des Lumières, il expose dans *Fragment sur l'Atlantide ou Efforts combinés de l'espèce humaine*

pour le progrès des sciences, qui fait suite à l'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain,* son projet de « réunion générale des savants du globe dans une république universelle des sciences », la seule qui ne soit pas une « illusion puérile ». Mise en commun des progrès scientifiques et des recherches, publication régulière, volonté « de cultiver leur raison et d'augmenter leurs lumières » président à l'organisation harmonieuse de cette République universelle fondée sur « l'entière égalité des droits entre les individus des deux sexes […] dans les lois, dans les institutions, dans toutes les parties du système social ». Dans la *Critique de la raison pure,* Emmanuel Kant évoque lui aussi la « république scientifique » qui travaille pour le « bonheur universel ».

II. **L'Europe des Lumières académiques et savantes**

1. **Les académies. -** Concrètement, le maillage de l'espace européen savant par les académies et leur dispositif d'interconnexion et d'échanges – correspondances, publications de comptes rendus d'activités, élections de membres associés, concours – s'étoffe. Près d'un siècle après la création de la Royal Society de Londres (1662) et de l'Académie royale des sciences de Paris (1666), Trondheim, dans le royaume de Norvège – sous domination danoise –, dispose de sa Kongelige Norske Videnskabers Selskab (1760). Grâce au relais vénitien, la Grèce insulaire, Corfou et la Crète intègrent également l'horizon académique. Alors que

Corfou avait déjà connu de 1656 à 1716 l'Academi degli Assicurati, se forme en 1732 l'Accademia quos Phoebus vocat errantes.

La multiplication des sociétés économiques et les fondations de musées complètent la couverture de l'espace européen en palliant les déficits académiques régionaux. Ainsi, si les académies sont peu nombreuses en Espagne, en revanche près de 80 *Sociedades económicas de amigos del país* maillent la métropole et ses possessions outre-mer. L'Allemagne compte également de nombreuses sociétés patriotiques et économiques parmi lesquelles la Société économique de Saxe électorale créée en 1764 dans la grande place marchande et manufacturière de Leipzig. En France, la volonté de développer les sciences appliquées, de proposer des cours publics, et de répondre aux attentes d'un public plus large que celui des savants et des curieux jouissant des avantages de l'*otium,* le loisir aristocratique, con-duit à la création de musées. À Paris, avec deux fondations rivales, mais aussi en province, à Bordeaux, à Metz avec la Société des Philathènes, ou encore à Lille avec le collège des Philalèthes (1785), les Amis de la vérité, qui est sur le point d'obtenir sa reconnaissance académique à la fin de l'Ancien Régime. La polarisation de l'espace savant par les fondations et réseaux de correspondances académiques est incontestable. Déjà à la fin du xvii^{e} siècle, le cardinal Giovanni Giustino Ciampini cherchait à rendre à Rome son rang au sein de la République des Lettres en créant en 1667 le *Giornale de' letterati,* premier périodique

d'érudition scientifique italienne et un ensemble d'académies scientifiques, littéraires et d'histoire ecclésiastique, au nombre desquelles figure l'Arcadia fondée en 1690. À l'extrémité du continent, Pierre le Grand l'a également bien compris : pour la Russie, l'intégration à l'espace européen, tout à la fois culturelle, scientifique, politique et diplomatique, passe notamment par la création d'une Académie impériale des sciences et le recrutement de savants étrangers d'envergure européenne. Ce sera chose faite en 1725, après la mort du tsar.

Naples, qui compte parmi les villes d'Europe les plus peuplées et qui s'est affirmée comme l'un des pôles organisateurs de l'espace italien des Lumières, a enfin, en 1778, sa Reale Accademia delle Scienze e Belle-Lettere. La même année, le phénomène académique s'étend déjà aux colonies avec notamment la Bataviaasch Gnootschap van Kunsten en Wetenschappen dans les Indes néerlandaises, à laquelle il faut ajouter l'unique fondation académique française outre-mer : la Société royale des sciences et des arts du Cap français à Saint-Domingue (1784).

2. **Affiliations croisées. -** Cartographier les fondations académiques de manière statique ne suffit pas, car les Lumières académiques se croisent et se renvoient des témoignages d'amitié et de reconnaissance scientifique. La pratique de l'affiliation croisée contribue ainsi à tisser des réseaux d'information et de veille scientifique, en même temps

qu'elle concrétise l'appartenance à une communauté savante européenne. En 1750, la Royal Society a, par exemple, 74 correspondants étrangers, dont 34 en France, 11 en Allemagne, 10 en Italie, 9 en Suisse et à Genève, 5 aux Provinces-Unies. Sur les 714 membres que l'Académie de Berlin – dont le fondateur et premier président fut Leibniz en 1700 – a élus jusqu'en 1799, 149 (soit 21 %) appartiennent ainsi à la Royal Society de Londres, 107 (15 %) à l'Academia Naturae Curiosorum (l'Académie Léopoldine, sans siège fixe, qui réunissait médecins et naturalistes), 103 (14 %) à l'Académie des sciences de Paris, 92 (13 %) à celle de Saint-Pétersbourg, 49 à l'Académie de Göttingen (fondée en 1751) et 38 à celle de Munich (créée en 1759). Cette pratique permet ainsi aux Académies de Berlin et de Saint-Pétersbourg de relancer leur activité et leur audience européenne au cours des différentes crises qu'elles connaissent.

Le recrutement de savants étrangers comme membres ordinaires ou titulaires accentue cette européanisation du mouvement et des carrières académiques. Président de l'Académie de Berlin, le Français Maupertuis (1698-1759) est dès les années 1720 membre de l'Académie des sciences de Paris et de la Royal Society, puis de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg en 1738. Son compatriote Lagrange (1736-1813) passe par Turin avant de rejoindre l'Académie de Berlin en 1766 comme membre ordinaire, puis l'Académie des sciences de Paris (comme associé étranger en 1772 et pensionnaire

vétéran en 1787). Membre honoraire de l'Académie de Pétersbourg en 1776, il appartient en outre à la Royal Society (1791), à l'Académie de Göttingen (1801) et à celle de Munich (1808). Quant au Bâlois Leonhard Euler (1707-1783), sans doute le plus grand mathématicien de son temps, il débute sa carrière scientifique à Saint-Pétersbourg en compagnie des frères Nicolas et Daniel Bernoulli en 1727. Il rejoint en 1741 l'Académie de Berlin à l'invitation de Frédéric II, qui accède au trône en 1740 et souhaite réorganiser l'Académie. Il dirige même de fait la compagnie à la mort de Maupertuis en 1759. Après un différend avec le roi de Prusse, il s'établit définitivement en Russie en 1766. Mais il conserve des liens étroits avec l'Académie berlinoise – le pasteur huguenot Jean Henri Samuel Formey (1711-1797), apparenté aux Euler, en est le secrétaire perpétuel –, qu'il nomme son « nourrisson ».

3. **Académies et enseignement. -** Le cas russe illustre la relation entre les institutions académiques et d'enseignement supérieur et la volonté d'utiliser les compétences scientifiques des académiciens pour la diffusion des connaissances et la formation des étudiants. Lorsque Leonhard Euler rentre définitivement en Russie, il se voit confier une lourde tâche : le redressement de l'Académie de Saint-Pétersbourg en crise malgré les projets de réforme de Lomonossov. Or, la réorganisation n'est pas seulement scientifique, elle est aussi administrative car de nombreux services et institutions dé-pendent de l'Académie : gymnase

(l'équivalent du collège de la France d'Ancien Régime), bibliothèque, imprimerie, chambre des raretés (la *Kunstkamera*), jardin botanique – y compris les plus inattendus, comme un corps militaire. Elle est enfin pédagogique puisque Leonhard Euler doit proposer un plan d'éducation pour les établissements d'enseignement secondaire et supérieur qui sont associés à l'Académie. L'objectif est, à terme, de pouvoir disposer de savants et d'enseignants russes de qualité.

L'initiative peut également partir de l'Université pour déboucher sur la sphère académique, les professeurs souhaitant valoriser et faire reconnaître le capital savant réuni dans leur établissement. C'est le cas notamment à Göttingen. À Padoue, dont l'Université fameuse au Moyen Âge est quelque peu en perte de vitesse, Simone Stratico, professeur de médecine, prépare des plans de réforme de l'institution qui insistent sur l'intérêt d'une fondation académique pour stimuler la recherche universitaire et favoriser les échanges scientifiques avec l'étranger.

Cette association entre académie et enseignement supérieur n'est pas une innovation de l'Europe des Lumières, elle montre en fait l'attachement persistant au modèle humaniste et à la République des Lettres qui se déploie au XVI^{e} siècle. Universitaires et académiciens s'émeuvent encore, tel ce professeur de médecine de Padoue en 1783, à l'idée de réunir l'université de tous les savoirs : « Chaque jour, on vole hardiment de la métaphysique aux arts mécaniques, de la morale aux

inventions destinées à toucher les sens et à faire illusion sur l'esprit, des disputes des écoles aux objets de commerce, de la loi naturelle aux lois positives des nations, et des principes scientifiques l'on tire des applications extrêmement utiles au bonheur public et privé, et, avec l'aide d'observations exactes et au moyen d'expériences ingénieuses, on recherche sans présomption les lois secrètes de la nature. »

Si les universités françaises sont légitimement l'objet de très nombreuses critiques au XVIII^{e} siècle – à l'exception notable de l'université luthérienne de Strasbourg, de par sa position régionale, son rôle d'interface avec l'espace germanique, son rayonnement européen et les rapports de compétition-émulation qu'elle entretient avec les universités allemandes –, en revanche, certaines universités étrangères participent activement à la circulation des savoirs et à l'animation de l'espace européen des Lumières. Comme le rappelle Anne Saada : « À la différence des Lumières françaises, l'*Aufklärung* était fortement liée à l'Université ; ensuite, elle ne s'est pas accomplie contre la religion, mais avec elle et par elle. » L'exemple de Göttingen est instructif. De fondation tardive (1737), l'université installée dans l'Électorat de Hanovre dont le souverain est roi d'Angleterre depuis 1714 est clairement un pôle organisateur de l'espace universitaire européen. Sa bibliothèque sert d'exemple à de nombreux projets européens, tandis que ses maîtres attirent des étudiants de toute l'Europe. Leurs initiatives dans la presse périodique favorisent ce rayonnement : la gazette

savante de Göttingen paraît dès 1739, d'abord sous le nom de *Göttingische Zeitungen von Gelehrten Sachen* (1739-1752) puis des célèbres *GGA (Göttingische Anzeigen von Gelehrten Sachen),* à compter de 1753, tandis que le spécialiste de science politique, historien et statisticien August Ludwig Schlözer (1735-1809) lance à la fin du XVIII^{e} siècle la *Correspondance contenant principalement des questions historiques et politiques* (1778-1782) et la *Gazette politique* (1783-1793), en prise sur les questions d'actualité. Göttingen dispose également d'une académie en 1751.

D'autres établissements périphériques n'en participent pas moins à l'effort de formation, d'ouverture au savoir et à l'idéal de diffusion des lumières de la connaissance. On peut même légitimement soutenir que leur position géographique « marginale » – leur handicap – en quelque sorte les conduit à démultiplier leurs efforts pour s'arrimer à l'Europe des Lumières et participer à ses échanges. C'est le cas notamment de 1753 à 1758 de l'Académie du Mont-Athos, sous l'impulsion d'Evgénios Voulgaris, pionnier des Lumières en Grèce, traducteur en grec moderne de Newton et de Voltaire. Désireux de donner à ses 200 élèves une formation d'excellence, intégrant les plus récentes innovations pédagogiques, il organise un cursus de neuf ans, et traduit pour eux des œuvres majeures comme la *Logique* de J.-B. Duhamel, l'*Essai* de Locke, l'*Introduction à la philosophie* de Gravesande, la *Métaphysique* d'Antonio Genovesi (1713-1769), « sans doute le premier professeur

d'économie politique en Europe » (Dominique Poulot), les *Éléments d'arithmétique* de Christian Wolff (1679-1754), ceux de *Géométrie* du P. André Tacquet (1612-1660), ou encore la *Physique* de J. F. Wucherer. Rapidement entravée par les opposants aux Lumières, l'expérience n'en est pas moins remarquable et permet ensuite une première diffusion des Lumières dans les Balkans.

III. **Savants et amateurs**

1. **Les républicains des Lettres. -** Sur le plan individuel, nombre de savants continuent à inscrire leurs recherches et leur engagement scientifiques dans le cadre de la République des Lettres. Le cas de Jean-Daniel Schoepflin (1694-1771) est exemplaire. Professeur d'histoire et d'éloquence à l'université luthérienne de Strasbourg dès 1720, il a multiplié les voyages de formation en France, en Italie et en Angleterre (1726-1728), aux Provinces-Unies (actuels Pays-Bas), aux Pays-Bas autrichiens (actuelle Belgique) et à Paris (1731), en Allemagne, Bohême et Autriche (1738), en Suisse (1744) – certains de ces voyages comportant également un volet diplomatique. Plusieurs décennies avant de fonder sa fameuse École diplomatique, Schoepflin a entrepris de tisser sa toile, de mettre sur pied un remarquable réseau de relations, d'amitiés et de protections savantes et princières. Il a prouvé son savoir-faire en la matière dès 1725 lorsque la cérémonie du mariage par procuration de Louis XV

avec Marie Leszczynska à Strasbourg lui offre l'opportunité de prononcer au nom de l'Université un discours remarqué devant un auditoire de choix. Il entre alors en contact aussi bien avec Stanislas Leszczynski qu'avec les représentants des princes allemands et de la cour de France. Par la suite, l'universitaire strasbourgeois n'hésite pas à activer ce réseau relationnel soigneusement entretenu et étoffé au profit d'autres citoyens de la République des Lettres. Historiographe du roi et conseiller écouté, Schoepflin obtient ainsi en 1746 du comte de Maurepas, ministre de Louis XV, le prêt du manuscrit dit de Manesse, conservé à la Bibliothèque royale, en faveur de Bodmer à Zurich. Tout en refusant les propositions de recrutement faites par les prestigieuses universités d'Upsal (Suède) et de Leyde (Provinces-Unies), Schoepflin collectionne les marques de réputation et de distinction savantes : il est *fellow* de la Royal Society en 1728, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres de Paris l'année suivante, mais aussi des académies de Cortone, Saint-Pétersbourg, Besançon et Göttingen. Son attachement à la formation universitaire, à la sphère académique – il participe avec le soutien de l'Électeur palatin à la création de l'académie de Mannheim, où la classe d'histoire occupe une place centrale, ainsi qu'à celle de Bruxelles –, ses sommes érudites (*Histoire de l'Alsace* et *Alsatia illustrata*) témoignent de la fidélité de Schoepflin aux valeurs de la République des Lettres. Il marque sa préférence pour le latin, qui freine pourtant la diffusion de ses publications.

Passionné de philologie et d'épigraphie, il fait une ample moisson de sources et de pièces archéologiques, et intègre les apports des sciences auxiliaires de l'histoire. Science du pouvoir – Schoepflin enseigne l'histoire germanique et européenne contemporaine et forme les cadres de la diplomatie européenne –, l'histoire doit faire l'objet de démonstrations scientifiques rigoureuses. Schoepflin critique de manière argumentée la méthode historique de Voltaire. Plus généralement, il reste fidèle à la *Frühaufklärung,* les pré-Lumières, plutôt qu'aux Lumières françaises, dont il se méfie. Il stigmatise les beaux esprits, les philosophes licencieux de Berlin, « la frivolité des auteurs et historiens à la mode où la diction et la légèreté d'esprit l'emportent sur le fond, où le faux esprit éclipse le bon sens ». En Avignon, enclave pontificale dans le royaume de France, le médecin et naturaliste Esprit-Claude-François Calvet (1728-1810) proclame tout aussi nettement son attachement à la République des Lettres et des Sciences.

2. **L'érudition plutôt que les combats des Lumières. -** Il n'est pas nécessaire de multiplier les exemples. La République des Lettres et des Sciences n'est pas morte au XVIII^{e} siècle, mais l'Europe des Lumières ne s'identifie pas à elle, ou plus exactement à la République des Lettres, des Sciences et des Arts telle qu'elle a été pensée, animée, rêvée à l'âge classique – pour prendre une catégorie littéraire. Anne Goldgar est convaincante lorsqu'elle date des années 1730

l'émancipation des Lumières par rapport à la République des Lettres. De fait, la synthèse de Hans Bots et Françoise Waquet, *La République des Lettres,* s'appuie très largement sur des exemples tirés des XVI^{e}-XVII^{e} siècles. Quant à Peter N. Miller, il souligne que la République des Lettres est à son apogée au XVII^{e} siècle. Les critiques que Laurence Brockliss leur a récemment adressées dans *Calvet's Web (Le réseau Calvet)* et sa tentative pour articuler ou plutôt pour synchroniser République des Lettres et Lumières n'emportent pas l'adhésion. Il est clair qu'Esprit Calvet et ses relations les plus étroites se tiennent en marge de l'espace européen des Lumières. Le médecin avignonnais se présente lui-même comme un antiquaire et un connaisseur mû par la curiosité. Son « réseau », au dire même de L. Brockliss, forme une minirépublique, aux connexions parisiennes quasi inexistantes. Ces dernières se limitent de fait au comte de Caylus, archétype de l'amateur pris pour cible par Diderot, à qui l'on doit cette cruelle épitaphe *(Salon de 1765)* : « La mort nous a délivré du plus cruel des amateurs. Ci-gît un antiquaire acariâtre et brusque. Ah ! Qu'il est bien logé dans cette cruche étrusque. » Les relations épistolaires du médecin avignonnais n'interfèrent, plus qu'elles ne se greffent, sur de « grandes » correspondances que de manière aléatoire. D'ailleurs, bien peu des correspondants de Calvet se sont portés acquéreurs de l'*Encyclopédie.* Leur démarche est autre. Leur horizon est provincial, souvent même local. Que des voyageurs étrangers leur rendent visite à l'occasion d'une étape, car il est dans

l'usage de rendre visite aux notabilités érudites, n'y change rien. Cet horizon borné n'est donc pas bloqué : nourri d'échanges à court rayon, il s'ouvre épisodiquement à des informations et à des circulations à plus long rayon, que l'on retrouvera au chapitre suivant. Les périodiques savants, les comptes rendus académiques et les correspondances irrégulières y contribuent. Mais Calvet reste volontairement en retrait des combats des Lumières, des débats philosophiques et politiques, sa sphère érudite n'a pas d'interface avec l'espace public : les manifestes et les programmes de Verri ou de Condorcet ne sont pas les siens. Comme tant d'académiciens provinciaux – par exemple, Jean-François Séguier à Nîmes –, il comprend d'ailleurs mal le projet de Condorcet. En revanche, il a conscience d'œuvrer dans le silence de son cabinet et du temps maîtrisé de l'amateur, dans la quiétude de la communication manuscrite – qui échappe à nombre des contraintes de la publication imprimée et à la pression éditoriale –, à la constitution d'un capital érudit, sereinement, à l'écart des polémiques. La position de Calvet est somme toute proche de celle de Jean Le Clerc qui écrivait, en 1684 : « Les savants doivent avoir la liberté d'examiner les choses en elles-mêmes dans le cabinet, d'en penser ce qu'il leur plaira et de s'entretenir entre eux de bonne amitié, avec une agréable liberté, sans se fâcher les uns contre les autres si leurs pensées ne se trouvent pas conformes, et sans aller porter leurs différends sur un théâtre public. Ce sont des mystères où le peuple ne doit point être admis, parce que, n'ayant ni

le loisir, ni la capacité de les approfondir et de les pénétrer, il ne saurait les bien prendre ni en faire un bon usage. »

C'est ainsi que Calvet critique les méthodes historiques d'un Voltaire pressé d'en découdre avec ses contradicteurs, prêt à instrumentaliser l'histoire pour servir sa cause. Calvet retrouve ici Schoepflin, alors même que ce dernier est impliqué dans les échanges de rang européen et prend part aux jeux diplomatiques et politiques. L'érudit avignonnais est incontestablement citoyen de la République des Lettres, ouvrier modeste d'un chantier de très longue haleine, sensible aux progrès des connaissances et à l'intérêt général. Mais, comme pour des milliers d'érudits européens, l'Europe des Lumières militantes n'est pas l'horizon où s'inscrivent ses recherches et ses engagements. On ne peut donc assimiler en bloc, sans distinction et sans nuance, République des Lettres et Europe des Lumières, érudits et « philosophes ». La diffusion des idées des Lumières, dont on ne soulignera jamais assez qu'elles sont plurielles, n'emprunte donc pas « naturellement » les canaux de la République des Lettres. Les résistances y sont parfois fortes, l'indifférence mutuelle n'est pas à négliger, tout comme la variété des centres d'intérêt. Dans leur correspondance, trois authentiques républicains des Lettres : Prosper Marchand (1678-1756), huguenot réfugié à La Haye, libraire-éditeur – il achève l'édition monumentale du *Dictionnaire* de Bayle –, Jean Rousset de Missy, journaliste, orangiste notoire, pionnier de la franc-maçonnerie aux Provinces-Unies, et

Lambert Ignace Douxfils, Namurois fixé à Bruxelles, catholique bien qu'il écrive « Nous autres huguenots » à ses deux amis, philologue distingué et bibliophile renommé mais désargenté, dénoncent ainsi avec virulence la tyrannie qu'exerce Voltaire sur « leur » République.

IV. **L'Europe de la distinction et de la bonne société**

1. **La vie de société. -** En retour, érudition, formations universitaires et horizons académiques font l'objet de critiques virulentes de la part des « gens de lettres » – philosophes et écrivains – qui s'épanouissent dans le monde, en société. Ils adoptent les « usages du monde » pour adhérer à une sociabilité mondaine, dont les codes de reconnaissance, de réputation et de distinction sont issus du modèle de la société de cour. L'Europe des Lumières ne marque pas la seconde phase de l'évolution mécanique de la République des Lettres vers l'engagement dans l'espace public, la politisation de la sphère savante et la critique de l'Ancien Régime. Certes, l'Europe des Lumières revisite l'idéal de la République des Lettres, mais elle ne s'identifie plus à lui. Elle le déborde, le contredit parfois pour négocier son entrée dans l'*espace public* au sens que lui donne Jürgen Habermas dans son ouvrage fondateur, celui d'un espace communicationnel. En revanche, la thèse de l'auteur selon laquelle la formation de l'espace public est liée à l'affirmation de la sociabilité « bourgeoise », autonome par rapport au modèle de la société de cour,

mérite d'être discutée. En effet, les recherches récentes sur les sociabilités européennes au XVIII[e] siècle insistent sur la prégnance du modèle aristocratique et mondain. Les ordres chevaleresques mixtes comme l'ordre des Mopses en Allemagne et en Scandinavie, ou l'ordre de la Félicité en France et en Pologne et leurs nombreuses adaptations, pour certaines libertines, rencontrent un grand succès. De même, au sein de la franc-maçonnerie européenne étudiée au chapitre III, les loges de cour (en allemand, *Hoflogen*) donnent le ton et prennent le contrôle des obédiences.

Les aristocrates et les gens bien nés animent également le théâtre de société où, sur la scène de l'entre-soi, ils se font acteurs et spectateurs d'eux-mêmes, associant le divertissement lettré et mondain – dont les gens de lettres sont les pourvoyeurs (Antoine Lilti) – aux jeux de la séduction. Le phénomène est d'ampleur européenne, et il faut insister sur la communication manuscrite et imprimée intense des pièces de Charles Collé ou de Louis Carrogis dit Carmontelle par les voyageurs de qualité, de Paris à Saint-Pétersbourg. En 1771, le véritable auteur du *Théâtre du prince Clénerzow* – donné comme la traduction française par le baron saxon Blening de pièces russes comme *Les Faux Inconstants, Le Billet perdu, Les Bonnes Amies* (comédies en un acte), *Le Souper ou le Mariage à la mode, Les Acteurs de société* (comédies en deux actes) (1771) – n'est autre que l'un des principaux auteurs français de théâtre de société, Carmontelle (1717-1806). Mais ce théâtre de société

n'est pas une importation française ; il s'agit d'un vecteur mondain européen que chacun s'approprie, emprunte et enrichit. En Russie, les représentants des plus grandes familles y contribuent, emmenés par Catherine II elle-même. À Gotha, la duchesse Louise-Dorothée de Saxe-Gotha, cousine de Frédéric II de Prusse, fait de même, et réussit à briller bien au-delà des limites d'une modeste principauté. Elle sait articuler les différentes possibilités du commerce de société mondain : ordre chevaleresque mixte – les Ermites de bonne humeur –, loges maçonniques de cour dirigées par ses fils, théâtre de société et de cour, accueil chaleureux des gens de lettres. Du coup, ces derniers ne sont pas avares de compliments : Voltaire fait de la cour de la Minerve de l'Allemagne « le temple des grâces, de la raison, de l'esprit, de la bienfaisance et de la paix », tandis que Grimm loue « une princesse justement célèbre en Europe par son esprit et ses talents, et plus encore par ses vertus ».

2. **Les salons : un théâtre mondain. -** Les salons, qu'on nomme alors significativement sociétés, témoignent eux aussi que l'Europe des Lumières ne prélude pas mécaniquement à l'Europe des révolutions. Elle s'inscrit encore largement dans la *société des princes* (Lucien Bély) et des cours, anime le royaume européen des mœurs et du goût, et s'épanouit dans le monde. Elle affirme sa distinction – au sens que lui donne Pierre Bourdieu – et se reconnaît le droit exclusif de qualifier ceux qui sont dignes d'en être. Comme

l'écrit Antoine Lilti dans *Le Monde des salons,* « c'est cette position centrale qui fait leur pouvoir, et donc l'intérêt de fréquenter les salons en vue d'élections académiques. Là encore, ce n'est pas en tant que "salons littéraires", en tant qu'institutions de la République des Lettres, mais en tant que formes hybrides, solidement implantées dans la vie mondaine et les réseaux curiaux, que les salons peuvent jouer un tel rôle. Ils permettent d'agir dans le champ littéraire, mais aussi auprès du roi, de ses conseillers et de ses ministres, qui détiennent les clés de l'institution académique ». Le salon n'est pas une institution de la République européenne des Lettres, c'est par son intégration à la vie mondaine qu'il peut favoriser une candidature académique sans jamais en décider.

La diffusion des « Lumières françaises », dont le rayonnement des salons est traditionnellement l'une des figures imposées, recoupe donc en fait largement la réputation européenne de cette sociabilité mondaine, cosmopolite, à laquelle les étrangers participent activement pendant leur séjour à Paris. Il ne s'agit nullement d'une réception passive. Le cosmopolitisme des Lumières n'est pas un universalisme sans limites ni hiérarchies : un étranger qui ne réussit pas l'épreuve mondaine de la première présentation au salon ne doit pas compter sur l'indulgence de ses hôtes. Il aura le plus grand mal à retrouver le chemin de la société. En montrant qu'il ne maîtrise pas les règles du monde et du goût, il s'est disqualifié. L'Europe des Lumières est un cosmos ordonné, réglé, où les *kaloi kagathoi* (les beaux

et les bons de la Grèce antique) fixent les règles du bon goût et dirigent la vie de société. Leur force tient à la fois à la certitude qu'ils éprouvent de détenir, par la naissance, l'éducation et la maîtrise de l'étiquette – soit une association subtile entre inné et acquis –, les clés de la « culture légitime » (Pierre Bourdieu). Ceux qui auraient l'illusion de croire qu'au XVIII^{e} siècle le temps du *Bourgeois gentilhomme* est révolu l'apprennent à leurs dépens. Le financier La Reynière cherche ainsi à s'agréger au monde en achetant un hôtel particulier sur les Champs-Élysées. Mais, lorsqu'il refuse au vicomte de Narbonne l'accès à son salon, il commet une faute de goût. La Reynière s'attend alors à être provoqué en duel par le jeune aristocrate. À l'épée, ce dernier préfère l'arme de l'humiliation symbolique. En tournant le financier en ridicule, Narbonne montre sa maîtrise des affects et des codes du monde, et matérialise en outre l'inégalité de leurs positions sociales respectives : La Reynière n'est pas un *alter ego,* il ne mérite pas l'épée.

Paris polarise incontestablement cet espace mondain, en associant le rayonnement des Lumières européennes qui y résident ou s'y font admirer, les représentants de la meilleure société cosmopolite qui y séjournent et s'y relaient, à une offre de divertissement incomparable. Ces trois composantes font le succès de l'Europe française, qui est en fait, on l'a compris, une « Europe européenne », c'est-à-dire une Europe du « monde » ou, plus sérieusement, une Europe aristocratique, où Paris est moins la capitale française du goût qu'une capitale européenne. Avec l'essor des voyages – étudié au

chapitre II – et de la culture de la mobilité, les étrangers sont nombreux à vouloir visiter ces salons. Un Grand Tour réussi doit justifier une entrée remarquée dans le monde et conserver précieusement les marques d'estime : lettres de recommandation – ces réducteurs d'altérité (Antoine Lilti) –, cadeaux, invitations renouvelées, promesses de liaison épistolaire. Les présentations au salon participent, comme les visites aux aristocrates et aux grands noms des Lumières – avec toute une gradation : on se contentera parfois des seconds rôles ou des provinciaux de la République des Lettres –, d'un tour d'Europe articulant formation, agrément et initiation.

Le royaume européen des mœurs et du goût est chez lui dans le salon de Madame Geoffrin, le théâtre de société du duc d'Orléans, les bals, les concerts amateurs ou par souscription du Palais-Royal, ou les manifestations de bienfaisance à la publicité soigneusement orchestrée – la générosité se donne en effet à voir mais le public qui doit en enregistrer l'ampleur, le désintéressement et les noms de ceux qui la manifestent doit aussi, bienséance oblige, demeurer à bonne et respectueuse distance. Quant aux gens de lettres qui perçoivent l'utilité des salons pour se faire connaître et reconnaître, obtenir protections et sinécures, ils doivent intégrer le fait que « le premier talent de tous dans une société, c'est d'être sociable ; et quand cette société a des supérieurs, ne pas s'écarter des lois de la subordination » (lettre du maréchal de Richelieu à Madame Favart). La leçon est claire, la fiction égalitaire

qui règle les relations sociales dans l'espace mondain ne fait pas disparaître l'inégalité des positions. De son côté, Voltaire écrit à Madame du Deffand, hôtesse d'un des plus célèbres salons parisiens : « Il faut être homme du monde avant d'être homme de lettres. Voilà le mérite du président Hénault. On ne devinerait pas qu'il a travaillé comme un bénédictin. » Et Madame de Genlis de faire chorus : « Un homme de lettres doit vivre dans le plus grand monde : qu'il consacre à la société quatre heures du jour, il lui restera assez de temps pour travailler et méditer sur ce qu'il aura vu. »

Dans cet espace de réception dans le monde qu'est le salon, les faux pas et les fautes de goût ne sont guère permis : le ridicule les sanctionne implacablement et les anecdotes en font la relation assassine ; la barrière est fermée, selon le mot de Madame Geoffrin, à l'importun qui n'a pas su montrer lors de la première présentation sa maîtrise des codes de comportement mondain et de la politesse, sa capacité à s'inscrire dans une économie symbolique régie par la fiction égalitaire, le langage de l'amitié, de la bienfaisance discrète et de la reconnaissance. Comme le dit Charles Collé, lui-même grand pourvoyeur de divertissement lettré, la bienfaisance désintéressée dont bénéficie l'homme de lettres est une « politesse protectionnelle » ; elle n'est pas gratuite, mais suppose au contraire un contre-don : la manifestation discrète mais récurrente de l'intériorisation des normes qui régissent l'espace mondain. De même, les femmes qui aspirent à une participation autonome à cette sociabilité à la fois

littéraire et mondaine doivent au préalable manifester leur acceptation des normes : à elles le rôle d'hôtesse ; si elles rêvent d'écriture, un genre réputé secondaire, féminin, leur est dévolu, la correspondance. Malheur à celles qui ne l'ont pas compris comme Madame du Bocage et Madame de Beauharnais. Les femmes qui jouent au bel esprit et recherchent une consécration littéraire sont la cible du ridicule et d'humiliations symboliques répétées. Ce n'est qu'après avoir désarmé les critiques et suspicions que les autres peuvent insensiblement desserrer l'étau, « négocier les normes » et gagner en autonomie. C'est ce que réussit fort bien Madame Geoffrin, dont il faut souligner la remarquable stratégie de communication qui, en 1766, lui permet notamment de transformer habilement aux yeux de la société parisienne un voyage en Pologne plus ou moins malheureux auprès de Stanislas-Auguste Poniatowski – dont elle se voudrait le mentor – en une tournée européenne réussie : elle est notamment reçue par l'impératrice-reine Marie-Thérèse, son fils Joseph II et le prince Kaunitz. Par-delà la figure individuelle, c'est bien l'universalité du modèle parisien qui est reconnue par la société des princes, de Vienne à Varsovie.

3. **Un modèle français ?. -** Si Paris, à travers notamment le rayonnement de ses salons, polarise l'espace européen, il faut également insister sur le tropisme des congrès diplomatiques – depuis les négociations d'Utrecht et la fin de la guerre de Succession d'Espagne (1713) pour le siècle qui nous

intéresse ici – et des diètes d'élection impériale : en 1740, Francfort-sur-le-Main est le cœur de la société des princes ; leurs représentants, qui mènent grand train, animent le théâtre mondain et créent une loge maçonnique francophone, l'*Union.* La capacité d'attraction des villes d'eaux comme Spa dans les Pays-Bas autrichiens est également très forte, au point que les feuilles locales dressent déjà la liste des grands noms présents pendant la saison thermale. On fait ainsi le lien entre le XVII^{e} siècle – la paix de Westphalie en 1648 – et le XIX^{e} siècle – la diplomatie dite des villes d'eaux. Les capitales européennes, mais aussi les villes de résidence des princes de moindre importance, participent toutes à la circulation et à l'adaptation des modèles culturels, mondains et pédagogiques – Marie-Dorothée de Saxe-Gotha est célèbre pour ses traités d'éducation. Les intermédiaires culturels français – savants, architectes, peintres, artisans d'art, précepteurs, gouvernantes, militaires et diplomates – qui sillonnent l'Europe amplifient le phénomène et le relaient au-delà des centres. Leur réussite individuelle est inégale. Tel est le cas de l'astronome et cartographe Joseph-Nicolas Delisle dont le recrutement par Pierre le Grand est envisagé lors du séjour parisien du tsar en 1717, en vue de la fondation d'un observatoire à Pétersbourg. Installé en Russie en 1725, il entreprend le vaste projet de carte générale de l'Empire russe souhaité par le défunt tsar. Mais son perfectionnisme, les retards successifs enregistrés, l'hostilité croissante des savants d'origine allemande de l'Académie impériale des sciences à

l'encontre du Français conduisent les autorités à le dessaisir de la direction de l'*Atlas Russicus* en 1740, qui paraît finalement en 1745. Delisle, qui a demandé son rappel en 1743, n'obtient son congé qu'en 1747. Dans un autre domaine, Étienne-Maurice Falconet (1716-1791) connaît lui aussi des déboires, preuve que la postérité peut s'avérer trompeuse. En effet, immortalisé par la statue de bronze de Pierre le Grand qu'il réalise à la demande de Catherine II – qui l'engage en 1766 – et sur recommandation de Diderot, Falconet perd progressivement tout crédit auprès de la souveraine et de son favori Ivan Ivanovitch Beckij. Parmi les intermédiaires culturels victimes du « mirage russe » figurent aussi, incontestablement, les précepteurs-gouverneurs censés inculquer le bon goût français aux jeunes nobles. Souvent traités comme de simples domestiques, ils se lamentent d'avoir un « métier de chien ». Il est vrai que les supercheries sont nombreuses : telle femme de chambre parisienne se présente comme gouvernante en Pologne ou en Russie. Mais, dans tous les cas, ils véhiculent des modèles, qui sont ensuite interprétés, amalgamés et parfois rejetés, et nourrissent des échanges culturels, au-delà des cercles restreints de l'aristocratie européenne. Ils touchent directement ou indirectement, car ils sont relayés par d'autres intermédiaires, « nationaux » ou non – journalistes, polygraphes, traducteurs, pédagogues ou modistes –, ceux qui cherchent à s'approcher du royaume européen du goût et des mœurs, et qui parfois y font des incursions réussies. Ils affirment ainsi le français

comme langue européenne de la distinction, autant que de la culture.

Il faut néanmoins rappeler une évidence, trop souvent oubliée. Son apprentissage ne va pas de soi et pose de réels problèmes de communication aux étudiants qui entreprennent leur tour de formation. Ludvig Holberg (1684-1754), qui sera une figure centrale des Lumières danoises, s'en plaint amèrement lorsqu'il séjourne à Paris. Alors qu'il avait vécu à Bergen – la Norvège appartient alors à la Couronne de Danemark – en donnant des leçons de français, il découvre brutalement qu'il parle français « comme un cheval allemand », ce qui l'isole de la société d'accueil. Pendant son long tour de formation qui le mène en France, en Angleterre et aux Provinces-Unies (1766-1767), puis en Allemagne, Autriche, Scandinavie, Russie, Espagne et Portugal (1769-1772), Vittorio Alfieri pâtit, quant à lui, à la fois de sa méconnaissance de l'italien – il a fait ses études à l'Académie royale de Turin où le français est très présent – et d'une maîtrise approximative du français. Il fait pourtant aujourd'hui figure de symbole des échanges et des malentendus culturels franco-italiens au XVIII^{e} siècle : « Avec mes compagnons de voyage, raconte-t-il dans sa *Vie,* on conversait toujours en français, et de même dans les quelques maisons milanaises où je me rendais avec eux on parlait également toujours en français ; c'est pourquoi les quelques idées que je pensais et combinais dans ma pauvre cervelle étaient aussi habillées de vêtements français ; les quelques petites lettres que

j'écrivais étaient en français ; les quelques petits mémoires ridicules que je griffonnais sur mes voyages étaient aussi en français, et tout cela tant bien que mal, ne sachant cette maudite langue que fortuitement, ne me rappelant plus aucune règle. »

La communication est d'autant plus difficile que les dialectes italiens sont nombreux, ce que les voyageurs étrangers ne manquent pas de noter. En Italie, le cloisonnement n'est pas seulement politique, il est également linguistique, au point qu'un Dupaty y voit, non sans exagération, un signe de la supériorité française : « Cette langue n'a point encore de patrie, de domicile ; elle est errante, elle mendie encore de tous côtés, surtout en France. » Quoi qu'il en soit, on comprend déjà que la question linguistique sera dès le XVIII^{e} siècle au cœur du débat sur l'affirmation d'une identité et d'une culture nationales (voir chap. IV).

Chapitre II

L'EUROPE DES LUMIÈRES : UN ESPACE DE CIRCULATION ET D'ÉCHANGES

L'espace européen de l'information est une réalité au XVIII^{e} siècle. Il met en scène des moyens de communication variés, complémentaires et concurrents. Il mobilise des dizaines de professionnels, d'informateurs occasionnels ou réguliers, de distributeurs et d'observateurs. Il nourrit des stratégies de contrôle et d'orientation – ou de désorientation – de l'information de la part des États et des « bureaux » ministériels, auxquels l'unissent des liens complexes et des relations contradictoires. Entre confidentialité et publicité, loi du marché et loi du prince, toute une économie se déploie.

I. **La presse périodique**

1. **Les gazettes et les journaux. -** En 1804, le journaliste et philosophe allemand August Ludwig von Schlözer rappelait le rôle éminent tenu par les gazettes et les journaux dans l'émergence d'un espace européen de l'information au XVIII^{e} siècle : « Les gazettes sont l'un des grands instruments de culture grâce auxquels nous, Européens, sommes devenus ce que nous sommes. » Un siècle plus tôt, le philologue hollandais Gisbert Cuper écrivait, à l'abbé Bignon : « L'on pourrait appeler

ce siècle le siècle des journaux. » Témoignages repris par les historiens actuels : pour Jeremy D. Popkin, l'essor des gazettes est un « phénomène paneuropéen ».
La gazette (en anglais, *newspaper* ; en allemand, *Zeitung*) désigne un périodique, le plus souvent bihebdomadaire, de format in-quarto – l'in-folio se développe outre-Manche à partir des années 1750 –, consacré à l'information politique internationale. La gazette se distingue donc du journal (en anglais, *periodical*) dédié aux nouvelles littéraires au sens large, même si l'on observe une évolution et des recoupements. En France, on distingue ainsi la *Gazette* fondée par Théophraste Renaudot et devenue *Gazette de France* en 1762 du *Journal des savants* qui s'attache à rendre compte des « nouveautés » de la librairie. Dans le duché des Deux-Ponts, véritable interface culturelle entre le royaume de France et l'espace germanique, la même entreprise publie une gazette d'information politique renommée : la *Gazette des Deux-Ponts* (1770-1777, 1783-1798), rebaptisée *Gazette ou journal universel de politique* entre 1778 et 1782, ainsi qu'un journal littéraire, la *Gazette universelle de littérature* de 1770 à 1777. Les titres des périodiques peuvent donc être source de confusion.

En France, la *Gazette,* qui tire à 12 000 exemplaires pendant la guerre d'Indépendance américaine (1776-1783), participe au culte de la personne royale, privilégie les informations en provenance des cours européennes plutôt que « domestiques ». Si, en temps de guerre, elle met en valeur l'engagement des troupes

royales, en temps de paix elle est avare en informations françaises : quelques échos – très contrôlés et amortis – de la vie de la cour, communiqués officiels, concours académiques, etc. Par un chassé-croisé révélateur de l'existence de cet espace européen de l'information au XVIII^{e} siècle, c'est dans les gazettes étrangères francophones que les lecteurs français prennent connaissance des nouvelles domestiques.

Au sein de la catégorie des journaux, le *Journal des savants* est également une véritable institution qui rend compte des principaux ouvrages publiés en France et à l'étranger. Son information est également très mesurée et il se tient prudemment à l'écart des grands débats d'idées qui émeuvent la sphère philosophique pour privilégier les sciences et les arts (40 % du *Journal* au mitan du siècle), devant l'histoire : 29 %. Ses contrefaçons sont nombreuses et assurent, selon Pierre Bayle, le rayonnement européen du titre : « Si l'on n'imprimait pas en Hollande le *Journal des savants* qu'on fait à Paris, il demeurerait inconnu pour toujours à tous les libraires du Nord et de l'Allemagne. » De son côté, le *Mercure galant,* devenu *Mercure de France* en 1724, se fait l'écho des anecdotes mondaines et de l'actualité littéraire sur un mode léger. Ces journaux sont souvent de périodicité mensuelle, d'un format proche de celui des livres.

2. **Les gazettes européennes de langue française. -** Le développement du français comme langue de communication européenne, la présence au sein du

Refuge de nombreux journalistes huguenots et la censure qui s'exerce en France ont favorisé l'essor de nombreuses gazettes européennes de langue française – du côté des journaux, le *Journal des savants* inspire en Hollande les *Nouvelles de la République des Lettres* (1698-1714) de Pierre Bayle. Elles sont implantées à la périphérie du royaume, notamment aux Provinces-Unies (Amsterdam, Leyde, Rotterdam, Utrecht), dans les Pays-Bas autrichiens (Bruxelles), dans les principautés de Bouillon et de Liège, en Avignon, à Francfort-sur-le-Main ou à Cologne. Elles pénètrent légalement en France par la poste, y compris en temps de guerre : sous Louis XIV, Louvois, secrétaire d'État à la Guerre et surintendant général des postes, défend son monopole postal – source de très importants revenus – et la liberté de circulation desdites gazettes. Cette ouverture du territoire français à la concurrence étrangère offre à ces périodiques un débouché important, même si l'accès à ces gazettes demeure limité, notamment en province, en raison du coût prohibitif de leur acheminement. À titre d'exemple, pendant les années 1740, une année de la *Gazette d'Amsterdam* est achetée entre 21 et 24 livres à l'éditeur hollandais, revendue par la poste – qui bénéficie d'un monopole, à la différence de l'Angleterre – quatre fois plus cher aux libraires parisiens, qui la diffusent au prix de 104 livres. Pour les lecteurs de province, il faut encore ajouter la taxe postale depuis Paris. En 1740 cependant, le *Courrier d'Avignon* est la première gazette à obtenir de la poste la conclusion d'un contrat d'abonnement abaissant la taxe postale à un sou

l'exemplaire, payable au départ d'Avignon, quelle que soit la destination du numéro. Il devient ainsi possible de s'abonner franco de port pour moins de 20 livres. Deux décennies plus tard, les gazettes étrangères de langue française bénéficient à leur tour de tarifs postaux préférentiels, qui permettent de faire chuter l'abonnement à moins de 40 livres. On peut alors parler de véritable révolution des tarifs postaux. Parallèlement, l'ouverture des frontières s'est accélérée. Concurrencée, la *Gazette de France,* qui a imité le *Courrier d'Avignon* en 1752, double en 1762 sa périodicité et passe sous le contrôle des Affaires étrangères. Ce changement témoigne de la mise en place d'un espace de l'information à la fois concurrentiel et intégré, où se croisent enjeux commerciaux, politiques – la constitution progressive d'une opinion – et diplomatiques. La diversité des tarifs postaux pratiqués permet également de faire pression sur tel titre jugé peu accommodant. À Deux-Ponts, Le Tellier se plaint des tarifs postaux – ils représentent plus du quart de l'abonnement à son journal littéraire – et revendique des conditions équivalentes à celles dont bénéficient le *Courrier de l'Europe* (Londres) et les *Annales politiques, civiles, littéraires* de Linguet. Le développement des réimpressions régionales permet également d'abaisser le coût d'accès à l'information, de même que les très nombreuses contrefaçons.

Si l'ouverture du royaume de France aux gazettes étrangères peut surprendre, notamment quand elles emploient des journalistes du Refuge huguenot, elle

conduit en fait ces périodiques à faire preuve de modération dans leur ligne éditoriale, voire à pratiquer l'autocensure : il s'agit de ne pas s'attirer les foudres des autorités françaises, d'éviter la saisie des numéros – source de pertes financières importantes et immédiates dans un secteur fragile –, voire l'interdiction des futures parutions. En outre, les ministres et leurs bureaux sont des lecteurs attentifs de ces gazettes et ils sont prompts à protester auprès des puissances européennes qui les abritent lorsque telle plume leur paraît trop acérée. Aux Provinces-Unies, les titres de Jean Rousset de Missy, par ailleurs fournisseur actif en nouvelles à la main – dont les diffuseurs font l'objet d'une surveillance constante –, sont ainsi particulièrement visés. La méfiance du comte de Vergennes, ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, vis-à-vis des périodiques des Deux-Ponts n'est pas pour rien dans le traitement peu favorable qui leur est réservé. Interrogé à ce sujet, le ministre répond que « les gazettes étrangères sont nuisibles à celles qui s'impriment en France, surtout celle de Deux-Ponts, qui d'ailleurs parlait trop librement de l'administration, que si cela continuait, [il sera] obligé de la suspendre ou plutôt d'en faire défendre l'entrée en France ».

La lecture des gazettes et des autres sources d'information constitue l'une des tâches principales des diplomates en poste à l'étranger qui doivent envoyer à Paris et Versailles de véritables notes de synthèse. À côté des gazettes, plusieurs journaux politiques de langue française analysent l'actualité diplomatique et

militaire, notamment le *Mercure historique et politique* publié à La Haye (1686-1782), *La Clef du cabinet des princes de l'Europe* devenue *Journal historique sur les matières du temps* (Verdun, Luxembourg, Paris, 1704-1776) ou encore la *Gazette des gazettes ou Journal politique* publié dans la principauté ecclésiastique de Liège puis dans la principauté de Bouillon (1764-1793). Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les bureaux cherchent également à orienter l'information, voire à la fabriquer. Ainsi, en temps de guerre, les lettres envoyées par les officiers engagés sur les principaux théâtres d'opérations et publiées par les gazettes sont le plus souvent des faux destinés à influencer la perception du conflit et du déroulement des combats. L'existence de doublons entre les lettres publiées par la *Gazette* et le *Mercure,* leur reprise dans certaines nouvelles à la main sont caractéristiques de la circulation entre la presse à privilèges et la nébuleuse de l'information confidentielle. Elles témoignent également du flou qui sépare information et désinformation.

Les puissances européennes cherchent non seulement à limiter la diffusion sur leur territoire de périodiques trop critiques, mais aussi à en « retourner » les rédacteurs à leur profit. C'est ce que réussit Beaumarchais – dont les missions secrètes sont connues : empêcher la publication d'un libelle contre Louis XV et sa maîtresse Madame du Barry, fournir des armes aux Insurgents américains alors que la France n'est pas encore entrée en guerre à leurs côtés – à Londres avec

Le Courrier de l'Europe. Ce périodique avait été interdit en France dès les premiers numéros. Au prix de sommes importantes, Beaumarchais obtient que *Le Courrier de l'Europe* change de position et soutienne les intérêts français. Logiquement, il bénéficie alors de tarifs postaux préférentiels.

L'essor des gazettes et journaux européens de langue française conduit au maillage de densité et de qualité inégales de l'espace européen par des sources d'informations : correspondants et périodiques. Ainsi, la *Gazette des Deux-Ponts* tire son information anglaise du *London Evening Post,* du *Morning Post* et du *Courrier de l'Europe,* de la *Gazette de Madrid* et du *Courrier d'Avignon* pour l'Europe du Sud, de la *Gazette de France,* ainsi que de « correspondants politiques » à Paris, Bordeaux, Brest, Dunkerque, Calais ou Boulogne-sur-Mer qui lui adressent une moyenne de dix lettres par semaine. Le journal littéraire du duché puise son information pour l'Angleterre dans le *Monthly Review* et le *Critical Review,* tandis qu'il reçoit de Paris trois lettres par semaine sur l'actualité littéraire. Pour l'Allemagne et l'Europe du Nord, il dispose d'une source remarquable, dont l'existence même témoigne de l'émergence d'un espace européen de l'information, le réseau d'informateurs et de correspondants de Nicolas Hyacinthe Paradis, à Francfort, fondateur en 1775 de la Société patriotique de Hesse-Hombourg, « mélange d'académie internationale, de bureau d'information et de rédaction de journaux avec bientôt des centaines de membres et une douzaine de sections, dont une à Paris »

(Jochen Schlobach). Le landgrave de Hesse-Hombourg est alors connu pour son adhésion aux Lumières et son refus de la censure.

3. **La presse britannique. -** L'Angleterre des Hanovre, à partir de 1714, présente une situation différente. Si le Parlement anglais s'oppose durablement à ce que *newspapers* et *periodicals* rendent compte de ses délibérations, ils sont libérés de l'autorisation préalable et de la censure depuis la suspension du *Licensing Act* en 1694. En revanche, l'impôt du timbre *(Stamp Act)* auquel ils sont assujettis depuis 1712 accroît fortement leurs coûts d'édition. Dans le même temps, il favorise le développement d'hebdomadaires imprimés sur une feuille et demie (six pages) afin de réduire le prix du timbre. La virulence des affrontements politiques entre *whigs* et *tories* est à l'origine de la multiplication des titres. À côté des hebdomadaires qui livrent à leurs lecteurs des articles de fond *(essay)* à thématique souvent politique comme le *Weekly Journal* ou le *Craftsman,* les quotidiens se multiplient à partir des années 1720 : *Daily Post* (1719-1746), *Daily Journal* (1720-1742)… Mais c'est dès le début du XVIII^{e} siècle que l'Angleterre influence le continent avec des périodiques au ton très personnel, qui revendiquent un véritable dialogue avec le lecteur poussé à prendre position et à réagir. En résultent une manière de concevoir le numéro, une spontanéité, une liberté de ton et un registre de langue très éloignés de ceux des « journaux » continentaux traditionnels. C'est

particulièrement vrai avec le *Tatler* des années 1709-1711, trihebdomadaire, et le *Spectator,* quotidien des années 1711-1712. Leur succès en Europe est considérable, amplifié par les traductions françaises, et les nombreuses imitations (plusieurs centaines tout au long du siècle en Angleterre, en Allemagne, en France). Citons seulement la *Spectatrice danoise* du huguenot cévenol Jean Angliviel dit La Beaumelle (1726-1773), le *Spectateur français* de Marivaux, *El Pensador* et *El Censor* pour l'Espagne.

Dans la seconde moitié du siècle, la presse quotidienne anglaise associe nouvelles et annonces alors que sur le continent la séparation reste la règle générale jusqu'aux années 1770 : aux affiches les annonces, aux gazettes les nouvelles. Le succès des *Intelligenzblätter* dans l'espace germanique – près de 200 titres au cours du XVIII^{e} siècle – est rapidement imité. Les *Affiches de Paris,* associées à la *Gazette de France,* connaissent un grand succès dès leur lancement en 1745. Par la suite, la séparation est moins nette : les nouvelles font leur apparition dans les affiches dont la mise en page et les rubriques sont plus travaillées, le contenu rédactionnel plus important. Par imitation, cette évolution s'observe sur tout le continent.

II. **Les nouvelles à la main**

1. **Information clandestine et bohème littéraire. -** Comme l'écrit l'auteur de *La Police de Paris dévoilée* (Paris, an II) dans le chapitre intitulé « De la Police sur

les nouvelles à la main » : « Un peuple qui veut s'instruire ne se contente pas de la *Gazette de France.* » De fait, la soif d'informations croisées, recoupées, émancipées de la tutelle de la censure du prince conduit à l'essor des « nouvelles à la main ». Un projet avorté de nouvelle à la main présente de manière suggestive les principaux centres d'intérêt de cette communication manuscrite :

« Ces nouvelles à la main renfermées dans quatre pages contiendront trois objets dignes de fixer l'attention publique.

« Le premier roulera sur les affaires politiques et autres relatives au gouvernement de tous les États de l'Europe, les événements les plus secrets y seront dévoilés, et on y découvrira les ressorts cachés dont tant de princes se servent pour arriver à leur but ; cet article sera traité de façon à n'avoir aucun rapport avec les gazettes, on le détaillera avec une vérité hardie qui ne ménagera que le respect que l'on doit aux têtes couronnées.

« Le deuxième renfermera les anecdotes courantes, les aventures singulières, les événements plaisants, les soupers fins des agréables de Paris, les histoires ridicules, les contes et les bons mots du jour.

« Le troisième sera purement littéraire, il contiendra les nouveautés théâtrales et des pièces de vers qui n'ont jamais vu le jour ; la primeur est le premier mérite de ces bagatelles agréables. »

Si l'on distingue gazettes et journaux, d'une part, et nouvelles à la main, d'autre part, il faut néanmoins

souligner qu'il s'agit de médias complémentaires, qui se nourrissent et s'influencent mutuellement. En outre, nombre de feuilles autorisées, c'est-à-dire tolérées par la police, sont servies en supplément aux abonnés des périodiques imprimés – on parle de feuilles à l'épingle. Pour les directeurs des gazettes, elles représentent une source de revenus importante et le moyen de fidéliser leurs lecteurs. À Clèves, enclave prussienne, le directeur du *Courrier du Bas-Rhin,* Jean Manzon, vend ses nouvelles à la main en Pologne. Le libraire qui publie le *Courrier du Bas-Rhin* recrute, quant à lui, des abonnés pour les « correspondances secrètes de Mettra ».

Avec les nouvelles à la main, on pénètre dans l'univers souterrain, gris, de la bohème littéraire (Robert Darnton). Polygraphes en mal de succès, journalistes professionnels sans le sou alimentent ce flot de communication manuscrite, en même temps qu'ils y cherchent des compléments de revenus. Ils racontent, dévoilent, arrangent, gonflent les scandales de la cour et de la ville, des gouvernants et des alcôves. Ils prétendent dévoiler le secret du cabinet des princes à leurs abonnés. En réalité, il s'agit souvent d'arguments publicitaires – malgré la confidentialité affichée de ces nouvelles à la main, qui rappelle celle des lettres d'information financière ou géostratégique actuelles –, pour justifier les tarifs élevés des abonnements et des livraisons qui, en retour, sont censés attester la validité des informations communiquées. Une bonne source se paie cher. Si son destinataire accepte de la payer cher, c'est bien qu'il lui reconnaît du crédit. Par un effet

d'entraînement, d'autres lecteurs, abonnés ou destinataires, peuvent dès lors se mettre sur les rangs, pour partager les secrets des princes ou faire monter les enchères d'une information prétendument exclusive. Le nouvelliste à la main doit donc s'entourer de secrets et de rideaux de fumée ; le mystère est un argument de vente en la matière. Il doit se présenter comme le confident – indiscret, en l'occurrence – des puissants.

2. **Gazettes et diplomatie. -** Les gazettes françaises à l'étranger s'abreuvent régulièrement à ces sources d'information manuscrites et font une large consommation de nouvelles à la main, tant elles se méfient instinctivement des informations qui filtrent des bureaux de Versailles et de Paris. En revanche, elles ne peuvent se permettre de reproduire les nouvelles en l'état, sous peine de s'attirer les foudres de Paris et de se voir interdire l'entrée du marché français. Depuis le XVII^{e} siècle, les souverains et leurs ministres sont également des lecteurs attentifs de ces feuilles. Ils entretiennent un réseau dense de nouvellistes dont les informations – qui tiennent souvent plus de la compilation d'autres bulletins que du compte rendu original d'observations directes – servent ensuite de matériaux à des synthèses – les « correspondances secrètes » de Colbert de Torcy au cours des dernières années du règne de Louis XIV et pendant les premières années de la Régence – qui alimentent à leur tour les circuits de l'information confidentielle ou officielle. On comprend dès lors que la source est souvent impossible

à identifier, l'information à recouper, et que la frontière entre information et désinformation est particulièrement poreuse. Les nouvelles à la main reproduisent fréquemment des faux fabriqués dans les bureaux à l'instar des gazettes. À Paris, dans les années 1730, le lieutenant de police Hérault utilise les bulletinistes pour sa propre information et pour orienter l'opinion : il orchestre par exemple des divulgations, des fuites pour mettre en difficulté et discréditer les francs-maçons de la capitale qui tentent alors de s'organiser et aspirent à la reconnaissance du prince. Pendant la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748), un agent des Affaires étrangères, Leffilles, alimente depuis les Galeries du Louvre le rédacteur de la *Gazette* en nouvelles militaires d'Italie. Les ministres ont à leur service des nouvellistes car ils ne peuvent laisser se développer hors de tout contrôle – qui passe ici souvent par la manipulation, la corruption ou la contre-information – tout un espace de production et de diffusion de l'information destinée aux élites – considérées à différentes échelles, du notable de province qu'est Bertin du Rocheret, président de l'élection d'Épernay et fournisseur en champagne des ducs et pairs qui président aux destinées de l'ordre maçonnique en France à compter des années 1730, aux représentants des aristocraties européennes. La diffusion et la gestion de l'information par le canal de la communication manuscrite concernent non seulement les ministres et leurs bureaux mais aussi les principales figures des Lumières européennes, au premier rang

desquelles Voltaire qui en a parfaitement saisi les enjeux. Depuis Ferney, son entourage active ses réseaux et leurs relais pour inonder les différents canaux d'informations d'extraits de correspondances, d'inédits qui sont soit signés du patriarche, soit attribués à lui ou dont il décline la paternité. Les pistes sont brouillées, mais les ballons d'essai sont lancés, les campagnes d'opinion et de promotion des œuvres imprimées préparées.

3. **Information politique et correspondance littéraire. -** Dans ce champ « irrégulier » de la communication manuscrite, coexistent les « nouvelles à la main » politiques, dont le nombre élevé de copies à chaque livraison compense partiellement le montant relativement modeste de l'abonnement, et les nouvelles à la main scandaleuses, beaucoup plus confidentielles et coûteuses, que l'on nomme « feuilles particulières ». Presse à scandale réservée à un public choisi – Casanova compte parmi ses amateurs –, pour l'essentiel composé d'acteurs desdits scandales ou de leurs proches. Les « correspondances littéraires », parmi lesquelles se distingue la *Correspondance littéraire* de Grimm et de Meister (1754-1813), se rapprochent des feuilles particulières par leur confidentialité, le nombre restreint d'abonnés et leur tarif prohibitif. Leurs auteurs ne se contentent pas de comptes rendus de l'actualité littéraire – d'autant que les journaux s'en chargent à des coûts bien inférieurs – et des échos de la vie mondaine, de ses gloires et de ses victimes. Ils sont d'authentiques

agents de renseignement culturels, artistiques, diplomatiques et politiques – Grimm en est l'archétype – pour leurs abonnés français et étrangers. Mettra père, dont le fils est l'un des plus célèbres bulletinistes de la fin de l'Ancien Régime avec ses « Bulletins de Versailles » ou « Correspondance politique secrète », est ainsi agent autant que correspondant littéraire de Frédéric II de Prusse, tandis que Grimm est au service de sa rivale Catherine II de Russie. Comme l'écrit François Moureau, « Frédéric-Melchior Grimm fut l'initiateur de cette fusion du diplomate et du "nouvelliste", du journaliste et du factotum ». Correspondants et agents littéraires adressent à leurs abonnés les nouveautés littéraires, servent leurs commandes auprès des artisans d'art et des artistes de la capitale française, dénichent talents et informateurs potentiels. Dans la série de nouvelles adressées par le baron von Boden, diplomate et nouvelliste à Paris, au landgrave de Hesse-Cassel, on peut lire notamment, en date du 2 juin 1779 : « Dans la trop grande quantité de livres qui paraissent dont Votre Altesse Sérénissime m'a ordonné de lui faire passer ceux que j'en croirais digne, je n'en prends aucun de mon choix. C'est principalement M. d'Alembert qui, avec beaucoup d'empressement, prend soin de me dire, au moment qu'il paraît, un bon ouvrage, que je ne manque pas de présenter à Votre Altesse Sérénissime sur-le-champ. »
Façon de montrer que le nouvelliste commissionnaire s'informe à la meilleure source pour mieux servir son abonné. Informateur, il est également critique littéraire :

« Fontainebleau. On vend à la fin sous le manteau, quoique dans les galeries du château, l'ouvrage posthume de M. Helvétius qui a pour titre *De l'Homme ou l'Homme intellectuel.* Les connaisseurs prétendent qu'à beaucoup près il ne vaut pas son livre *De l'Esprit.* Les jugements sur cet auteur s'accordent d'ailleurs volontiers quant à la persuasion qu'il ne faut pas lire pour s'amuser. Ils regardent ces ouvrages philosophiques en partie comme ceux de M. de Voltaire qui, pétillant d'idées agréables et d'heureux traits de génie, ne sont qu'un feu d'artifice. »

Parfois, le bulletin du nouvelliste n'est plus qu'un moyen de maintenir une relation régulière avec l'abonné afin de se rappeler à son souvenir et de continuer à lui offrir ses services. Grimm parle d'ailleurs de « ma boutique », « branche de commerce » à propos de sa *Correspondance littéraire.* Ces services qui n'ont d'annexes que le qualificatif justifient alors le coût élevé des abonnements. Il faut en outre persuader l'abonné du caractère exclusif des informations qui lui sont délivrées, alors même qu'elles relèvent pour l'essentiel de l'information ouverte et non de l'information confidentielle des « lettres particulières ». Au correspondant de maintenir l'illusion sur la valeur unique de sa source et de ses informations en exigeant de son abonné le plus grand secret sur leur relation et le contenu de la communication manuscrite qui s'établit entre eux. L'abonné doit croire qu'il est l'unique destinataire d'une information exclusive et… payer en conséquence. La *Correspondance littéraire* de Grimm,

qui la dirige de 1753 à 1773, bimestrielle, revient, à sa quinzaine d'abonnés, à la somme moyenne de 2 000 livres par an.

4. **Princes et médiateurs culturels. -** Mais, de leur côté, ces lecteurs qui n'ont pas besoin de compter multiplient les abonnements aux nouvelles à la main, feuilles particulières, journaux et gazettes, en même temps qu'ils bénéficient des rapports diplomatiques. Le prince Ernest de Saxe-Gotha-Altenbourg – duché dont la vie de cour brillante, rythmée par les dernières nouveautés de la mode parisienne, est financée par la fourniture de contingents militaires aux principaux États allemands – place ainsi en regard de la *Correspondance littéraire* de Grimm celle de Mettra.

Au niveau européen, le marché des correspondances littéraires intéresse non seulement les principaux souverains du continent, mais beaucoup plus largement de nombreux petits princes germaniques – représentants de la *Kleinstaaterei,* cette mosaïque de micro-États de l'Empire – fascinés par le rayonnement artistique et culturel français, par Versailles et Paris, la cour et la ville. Davantage que les souverains d'États plus importants, ils sont à la fois désireux et soucieux de s'informer de la mode et du monde à la source pour en imposer à leurs pairs et afficher leurs prétentions à relayer les Lumières et le raffinement du goût français à travers l'espace germanique. S'ils n'ont pas les moyens de se distinguer les uns des autres sur le plan des effectifs militaires ou des luttes d'influence

diplomatiques, ils sont en revanche engagés dans une véritable compétition culturelle et artistique. Ce sont eux qui imitent Versailles avec leurs moyens, revendiquent l'organisation d'une vie de cour à la française et s'approprient les usages de la vie de société parisienne.

Le cas du duc Christian IV de Deux-Ponts est tout à fait révélateur. Abonné depuis 1769 à la *Correspondance littéraire* de Grimm, il entretient d'excellentes relations avec Diderot, séjourne plusieurs mois par an à Paris dans son hôtel particulier et au château de Versailles où il a un appartement. Époux morganatique d'une actrice française, faite comtesse de Forbach par Louis XV, il est non seulement un fidèle soutien de la diplomatie française dans l'Allemagne rhénane et du Sud – des contingents des Deux-Ponts combattent côté français pendant la guerre de Sept Ans –, mais favorise le développement des échanges culturels et artistiques avec la France. La comtesse de Forbach attire de nombreux comédiens français pour son théâtre, ainsi que des courtisans amateurs ; les commandes ducales aux peintres et artistes parisiens comptent parmi les plus importantes. Le duc favorise le développement de la presse périodique de langue française dans ses États. Mais les bénéficiaires des privilèges savent qu'ils doivent pratiquer l'autocensure à propos du roi de France. L'un d'eux, Le Tellier, écrit notamment : « Nous ménageons un peu le ministère de France parce que nous en avons besoin pour l'entrée de nos livres ; mais le clergé, les parlements et tous les

autres souverains que le roi de France et la maison palatine sont livrés à notre censure. » Le prince Dmitri Alekseevitch Golitsyn, ambassadeur russe à La Haye et savant de renom, estime, quant à lui, que la *Gazette des Deux-Ponts* « n'écrit que sous la dictée du ministère de France ».

Les diplomates étrangers en poste à Paris ont perçu le potentiel du marché de l'information manuscrite française auprès de la société des princes européens. En y participant, ils arrondissent leurs revenus et entretiennent leur crédit auprès de leurs maîtres en commettant de nombreuses feuilles et correspondances littéraires. Leur activité intéresse d'ailleurs fort le Cabinet noir ; aussi présentent-ils leurs nouvelles à la main sous la forme de lettres personnelles envoyées à une boîte à lettres amie à l'étranger d'où elle est adressée au véritable destinataire. Pendant ses années berlinoises, Mirabeau procède de même lorsqu'il adresse à l'abbé de Périgord les lettres qu'il destine en fait au ministre. L'usage du chiffre est également attesté.

On le voit, la frontière entre l'information confidentielle ou réputée telle et l'information secrète est mince. Les nouvellistes commissionnaires sont aux marges de la diplomatie secrète ou, parfois, partie intégrante d'elle. Leur participation à la circulation des nouveautés littéraires et aux échanges de biens artistiques est également une des caractéristiques de l'Europe des Lumières comme espace de circulation, de négociations et d'affrontements.

III. **Des journaux aux livres**

1. **Presse et échanges culturels. -** On sait l'importance des traductions, éditions, réimpressions et contrefaçons européennes au Siècle des Lumières. La fameuse Société typographique de Neuchâtel se propose, dans son premier prospectus (1772), « de rendre plus communs et de répandre avec plus de promptitude les bons livres qui paraissent dans tous les genres et dans les divers pays ». Quant à Montesquieu, il écrit en janvier 1750 – non sans quelque exagération car on compte alors 12 éditions et 3 traductions –, à propos de *De l'Esprit des Lois* publié pour la première fois à Genève deux ans plus tôt : « Il y a 22 éditions de mon ouvrage répandues dans toute l'Europe », avant d'ajouter, en mai 1750 : « Un ouvrage dont on a fait en deux ans de temps 22 éditions et qui, par conséquent, est connu dans toute l'Europe. » Pour autant, l'étude de la réception d'un auteur – plutôt que de telle de ses œuvres – dans l'Europe du XVIII^{e} siècle montre qu'elle tient plus à l'organisation et au fonctionnement des espaces de réception et de médiation qu'au contenu de l'œuvre elle-même. Diderot, étudié par Anne Saada, est apparemment peu présent dans les bibliothèques allemandes dont les catalogues ont été imprimés et déposés à Göttingen et à Wolfenbüttel. Les histoires littéraires livrent des biographies incomplètes ou erronées, reprises de proche en proche. On attribue initialement à La Mettrie les *Pensées philosophiques.* Mais deux espaces de réception distincts – les journaux

savants, d'une part ; les journaux de théâtre, de l'autre – contribuent non seulement à la réception de son œuvre, mais aussi à la construction d'un auteur à partir d'une sélection de ses œuvres : les *Pensées philosophique* s, la *Lettre sur les aveugles* et l'*Encyclopédie* pour les journaux savants, *Le Père de famille* et *Le Fils naturel* pour les journaux de théâtre. Les Lumières allemandes construisent ainsi un Diderot différent du Diderot français.

C'est donc surtout par la presse que les lecteurs européens du XVIII^{e} siècle s'informent des parutions étrangères, de l'évolution du goût et construisent leurs représentations des auteurs majeurs. Les comptes rendus jouent ici un rôle essentiel, comme l'illustre l'évolution du *Journal des savants* : alors que 70 % des ouvrages recensés sortent des presses parisiennes de 1697 à 1701, les parutions étrangères l'emportent de 1710 à 1714 – de surcroît période de guerre –, avec en tête les Provinces-Unies suivies de l'Allemagne et de l'Angleterre. La part croissante accordée dans le même temps aux ouvrages de sciences, et en latin, confirme ce « recentrage vers l'audience savante et internationale » (Jean-Pierre Vittu). Scientifique ou littéraire, l'information est en tout cas médiatisée. L'exhaustivité – par essence vaine – est longtemps recherchée, d'où des comptes rendus très brefs, avant que des recensions plus nourries mais moins nombreuses fassent leur apparition. Dans les journaux européens de langue française, ils sont souvent repris tels quels des titres « nationaux ». C'est notamment le cas pour trois journaux

qui sont autant d'interfaces culturelles entre la France et l'Allemagne : le *Journal encyclopédique* fondé à Liège en 1756 et transféré à Bouillon en 1759 ; la *Gazette universelle de littérature* à Deux-Ponts (déjà évoquée), fondée en 1775 ; et *L'Esprit des journaux,* créé à Liège en 1772 par l'ancien jésuite Jean-Louis Coster. Liège, Bouillon et Deux-Ponts sont trois villes du Saint-Empire appartenant à des principautés réputées pour leur ouverture aux Lumières. Les journaux considérés, favorables aux Lumières, contribuent clairement à la diffusion en France de nouvelles sur le théâtre allemand et son évolution, en compilant la presse germanique. Les influences shakespeariennes, longtemps incomprises et critiquées au nom du respect des règles – on déplorait la « barbarie shakespearienne » –, sont progressivement reçues avec intérêt par la critique allemande : les trois journaux enregistrent l'évolution en atténuant progressivement leurs critiques. En France comme en Allemagne, les critiques commencent en effet à prendre en compte au début des années 1780 le succès des œuvres auprès du public, aux dépens du respect des règles. Du coup, la traduction par Nicolas de Bonneville – futur animateur du Cercle social sous la Révolution – et Friedel du *Nouveau Théâtre allemand* est reçue favorablement tant par le *Mercure de France* que par le *Journal encyclopédique* de Bouillon : « Rien de plus utile que cette communication de richesses littéraires qui semblent s'établir tous les jours de plus en plus entre les différents peuples d'Europe ; c'est ainsi que nous avons appris de l'Angleterre et que

l'Angleterre a appris de nous. » Déjà en 1771, Élie Fréron – certes critique vis-à-vis des Lumières françaises et ennemi de Voltaire – relevait, dans *L'Année littéraire* : « Qui aurait pu prévoir, il y a quarante ans, que la littérature allemande deviendrait si tôt la rivale de la nôtre ? Quelle surprise n'ont pas causé parmi nous les productions des Haller – son poème *die Alpen* enregistre un succès européen –, des Klopstock, des Gleim, des Wieland, et surtout celle de l'inimitable Gessner ! On ne s'attendait pas à voir naître tout à coup tant d'excellents poètes dans tous les genres chez des peuples qui jusque-là n'avaient paru destinés qu'aux travaux infatigables d'une pesante érudition. Nous avons même été forcés d'avouer qu'il y a des genres auxquels les Allemands se sont montrés plus propres que les Français. »

En compilant la presse germanique, ces journaux francophones contribuent en outre à diffuser une information plus abondante que celle disponible dans la presse française et moins chargée en stéréotypes nationaux. D'autres titres favorisent cette « réception productive » (Gérard Laudin). Ainsi, le *Journal étranger* (1754-1762) fait découvrir aux lecteurs français les œuvres de Gottsched, Winckelmann, Wieland et Lessing, publie non seulement des comptes rendus mais aussi des traductions, tandis qu'il s'intéresse aussi aux travaux du géographe Anton Friedrich Büsching.

La compilation, « pratique fondamentale pour comprendre l'*Aufklärung* » (Anne Saada), conduit

cependant souvent à une accumulation d'erreurs de détail, de confusions dans les attributions des œuvres, voire de véritables contresens. Comme l'écrit Anne Saada, « l'une des sources principales à laquelle s'alimentaient les dictionnaires et les histoires littéraires étaient les journaux savants. La tâche de ceux-ci consistait en effet à rapporter tout ce qui se passait de neuf dans la République des Lettres. Les éditeurs, loin de tenir la pratique de la compilation comme secrète ou honteuse, la recommandaient à leurs collaborateurs […]. La concurrence entre les journaux savants se jouait en effet essentiellement sur leur capacité à annoncer en premier les nouveaux ouvrages publiés sur l'ensemble du territoire de la République des Lettres. Le journalisme incitait donc par lui-même à la compilation et les histoires littéraires compilaient ce qui avait déjà été compilé ». Les auteurs de dictionnaires biographiques et d'histoires littéraires puisant sans vergogne ni vérification poussée dans les journaux qui eux-mêmes « s'inspiraient » les uns les autres, ce système circulaire empêche l'interrogation croisée des sources d'information et leur mise à jour.

2. **Circulations savantes et périodiques scientifiques. -** À la problématique de la réception des Lumières dans un contexte national, ou du rayonnement des Lumières, il convient sans doute de préférer l'attention plus fine aux circulations intellectuelles et savantes, à l'Europe des Lumières comme un espace de communication et d'échanges, où se déploient des

stratégies de l'information, des négociations et des transactions – envisagées, menées à bien ou avortées – pour diffuser, convaincre, mais aussi contenir une thèse adverse, la contester ou la discréditer. Ces stratégies mobilisent des médias, des intermédiaires culturels, des experts, des amateurs – au sens du xviii^{e} siècle – et des protecteurs, mais aussi des dispositifs institutionnels de reconnaissance et d'accréditation des savoirs. Les échanges savants doivent dès lors être restitués dans le contexte social, culturel, politique de production et de circulation des savoirs. Les appropriations culturelles, les adaptations l'emportent sur la réception passive. Les échanges ne mobilisent pas seulement les grands noms de l'Europe savante dans un commerce prétendument désintéressé, mais encore une masse d'anonymes, « simples » curieux mais aussi gagne-petit mus par la perspective de monnayer leur contribution contre quelque improbable argent. Quitte à déclencher l'hostilité des défenseurs des droits exclusifs de la *major et sanior pars* – littéralement, la partie plus grande et plus saine du corps social – sur la République des Lettres contre les prétentions de la bohème littéraire à se frayer un chemin sur le théâtre de l'opinion. Fenouillot de Falbaire met ainsi en garde les gens de lettres en 1770 : « L'harmonie de la société veut que la classe des hommes qui l'éclairent ne soit point immolée à la classe subalterne des hommes qui trafiquent des Lumières et de l'esprit des autres. » L'Europe des Lumières mobilise à l'évidence des effectifs supérieurs à ceux d'une République des Lettres idéalisée.

La création des deux premiers périodiques savants remonte à 1665 : le *Journal des savants* à Paris, les *Philosophical Transactions* à Londres. Au cours du XVIII[e] siècle, le phénomène atteint une ampleur exceptionnelle. Cinq cents périodiques savants environ voient le jour entre 1665 à 1789, pour les deux tiers après 1770. Leipzig, où un cercle d'érudits fonde les *Acta eruditorum* que publie la librairie Gosse et Gleditsch, est avec Londres et Paris le principal centre de cette floraison éditoriale. Deux tiers des périodiques savants créés le sont en effet dans l'aire germanique. Nombre de créations sont éphémères : une revue sur quatre ne dépasse pas une année de parution, un tiers seulement dépasse cinq ans d'existence. Ces aléas ne dissuadent pas les libraires et directeurs de périodiques. Il faut donc en conclure à l'existence d'une forte demande, stimulante. Mais les lecteurs sont très dispersés dans l'espace européen, et il est difficile de les fidéliser. La faiblesse des structures commerciales et des équipes rédactionnelles fragilise des revues au tirage limité. Les périodiques étroitement liés aux institutions académiques bénéficient d'une meilleure assise : le *Journal des savants,* les *Philosophical Transactions,* les *Miscellanea curiosa medico-physica* sont respectivement liés à l'Académie des sciences, à la Royal Society – le fondateur des *Philosophical Transactions,* Henry Oldenburg, en était secrétaire – ainsi qu'à l'Academia caesarea-leopoldina.

Tout au long du XVIII[e] siècle, les périodiques savants généralistes sont les destinataires de mémoires

que des chercheurs publient pour faire connaître leurs travaux, protéger par la publicité la primeur de leurs découvertes – en se gardant bien de livrer la totalité des résultats –, monter de véritables campagnes d'opinion contre une thèse adverse ou destinées à soutenir leur quête de protections. Les périodiques savants permettent d'associer vulgarisation – donc diffusion –, adaptation au contexte national – en raison de la coexistence de plusieurs dizaines de titres à travers le continent, publiés dans les principales langues vivantes – et affirmation des qualités de chercheur aux yeux des pairs. D'Alembert publie ainsi dans *L'Observateur littéraire,* le *Mercure de France* et le *Journal encyclopédique* ses critiques de la solution du problème des trois corps avancée par Clairaut, qui lui répond dans le *Journal des savants*. En 1726 et 1727, le grand mathématicien Leonhard Euler publie ses deux premiers textes sur les courbes isochrones dans les *Acta eruditorum* de Leipzig. Mais l'exemple à suivre avait été donné à la fin du siècle précédent par Leibniz qui, entre l'été 1691 et le printemps 1692, publie sa solution du problème de la chaînette grâce au calcul infinitésimal dans les *Acta eruditorum* (Leipzig), le *Journal des savants* (Paris) et le *Giornale de'letterati* (Parme) pour communiquer sa méthode aux différentes traditions mathématiques.

L'essor européen des académies au cours du XVIII^{e} siècle permet la mise en place d'autres canaux de communication savante et met en concurrence pour la publication des mémoires scientifiques les périodiques généralistes avec les séries d'actes et de mémoires

publiés par les académies. Deux cents titres d'actes académiques sont créés entre 1750 et 1789. Ils jouent un rôle essentiel dans la visibilité européenne des académies, dans leur prétention à l'utilité publique et au progrès des sciences. Lorsque Leonhard Euler et son fils Johann Albrecht quittent Berlin pour Saint-Pétersbourg en 1766 afin de redresser l'Académie impériale des sciences, ils font des mémoires de l'institution savante un des principaux leviers de leur entreprise réformatrice. Ils utilisent notamment leurs relations étroites avec les périodiques de langue française publiés en Allemagne par les huguenots du Refuge pour faire insérer annonces de parution et comptes rendus louangeurs. À l'occasion, ils utilisent aussi la presse périodique pour régler des comptes avec le despotique directeur de l'Académie, Vladimir Orlov, auquel ils s'opposent violemment. Cette campagne de presse européenne a d'ailleurs finalement raison de leur opposant.

Dans toute l'Europe, les académies adressent actes, mémoires et comptes rendus d'activité à leurs consœurs européennes ainsi qu'aux puissants qui les protègent ou dont elles sollicitent le soutien. Elles publient les mémoires couronnés à l'issue des concours académiques. Comme Leonhard Euler quitte les *Acta eruditorum* pour les actes de l'Académie impériale des sciences quand il est appelé à Saint-Pétersbourg, de même Laplace, qui avait donné son premier mémoire aux *Nova Acta eruditorum* en 1771, publie ensuite dans les *Miscellanea taurinensia* de l'Académie de Turin et dans les *Mémoires* de l'Académie des sciences. Les

publications académiques témoignent de l'intégration réussie aux cercles intérieurs de la République des Sciences. Néanmoins, le développement des périodiques académiques ou universitaires ne fait pas disparaître l'usage de publier des mémoires dans des revues savantes généralistes, d'autant que celles-ci bénéficient de délais de publication beaucoup plus courts que les actes académiques. Beaucoup de scientifiques optent donc pour des prépublications dans des revues générales, qui leur garantissent une audience élargie et la paternité de leur travail, avant de procéder à une publication intégrale dans les séries académiques. De toute manière, la spécialisation des revues que permet la multiplication des titres au cours de la seconde moitié du siècle n'est pas incompatible avec un souci de vulgarisation. C'est particulièrement net dans les titres économiques comme le *Journal économique* (Paris, 1751-1772) ou le *Physikalisch-Œkonomische Wochenschrift* (Stuttgart, 1753-1766). Le cloisonnement des genres n'est pas encore de rigueur. Il favorise le maintien d'une vaste nébuleuse d'érudits et d'amateurs au sein de l'Europe des Lumières, qui n'hésitent pas à entrer en relation avec les savants professionnels, en nombre encore restreint et qui ne se sont pas encore vus conférer le monopole de la fonction d'expertise. Néanmoins, on ne peut nier l'émergence, à la fin du xviii^{e} siècle, de titres destinés prioritairement aux professionnels, ou le changement de ligne éditoriale de certaines revues. En 1781, le *Leipziger Magazin für Naturkunde, Mathematik und Œkonomie* est le premier

périodique professionnel destiné aux mathématiciens. Cinq ans plus tard, le *Leipziger Magazin für angewandte und reine Mathematik* auquel collabore Jean III Bernoulli – représentant de la célèbre dynastie scientifique – prend le relais. En France, la *Gazette de santé* se spécialise à partir de 1776, bientôt imitée par la *Medicinische Literatur für praktische Aertze* en Allemagne.

Le lancement de chantiers de recherches européens ou de grands projets éditoriaux mobilisant des dizaines de contributeurs à travers le continent participe néanmoins de la fidélité de l'Europe des Lumières savantes à l'esprit de la République des Lettres du xvi^{e} siècle. Si Benedictus Arias Montanus (1527-1598) réunissait les meilleurs érudits européens pour l'édition de la *Bible royale polyglotte* (1568-1572) qu'imprime à Anvers Christophe Plantin, la *Societas Meteorologicae Palatinae* de Mannheim ambitionne dans les années 1780 de collationner des données météorologiques en provenance de toute l'Europe.

IV. **De la plume à la toile : la correspondance et ses réseaux**

1. **Correspondance et échanges savants. -** Le Siècle des Lumières est pris d'une véritable fièvre épistolaire dont témoigne le pasteur, académicien, journaliste et franc-maçon Jacques Pérard (1713-1766) lorsqu'il écrit en 1746 de Stettin, sur la Baltique, à son confrère et ami Jean Henri Samuel Formey à Berlin : «

Parlez-moi d'affaires, d'anecdotes, de nouvelles, le plus que vous pouvez, et pour cela écrivez-moi à la *Guy Patin* (célèbre épistolier du XVII^{e} siècle), commencez sans savoir quand vous la finirez, ajoutez chaque jour ce que vous apprendrez de nouveau et ce sera pour moi la plus précieuse de toutes les correspondances. » La lettre et le réseau de correspondance jouent un rôle essentiel dans l'économie des échanges savants au XVIII^{e} siècle. Certains académiciens, comme Dubois de Fosseux à Arras, se dévouent même totalement à l'entretien de ces réseaux de correspondance savante. À Vérone, un projet aussi ambitieux qu'original de Société italienne prévoit, au cours des années 1780, de créer une académie réservée aux savants, dont les membres seraient réunis par la seule correspondance. La correspondance passive (celle qu'on reçoit) et active (celle qu'on adresse) permet dans un premier temps d'appréhender un espace et un réseau relationnels : extension géographique, concentration, liens privilégiés, importance du nombre de correspondants, fréquence des échanges, vie et mort du réseau – avec ses accélérations, montées en puissance, inflexions et rétractations éventuelles. Certains réseaux de correspondance sont de formidables outils de pouvoir, de diffusion du savoir et des productions savantes, de relais des projets scientifiques, de mobilisations des compétences et d'appropriation de l'espace. Le réseau du Bernois Albrecht von Haller (1708-1777) est, de ce point de vue, tout à fait exemplaire. Il étudie la médecine à Tübingen et à Leyde (Provinces-Unies), avant d'exercer brièvement son art à

Berne puis d'être nommé professeur d'anatomie, chirurgie et botanique à Göttingen. Célèbre dans toute l'Europe pour son poème *Die Alpen,* il est reconnu comme l'un des premiers botanistes de son temps et comme l'un des fondateurs de la physiologie expérimentale. L'inventaire récemment achevé de sa correspondance découvre une correspondance active et passive impressionnante. Haller a correspondu avec environ 1 200 personnes à travers l'Europe ; 17 000 lettres nous sont parvenues dont 3 400 écrites par Haller ; plus de 13 000 lui ont été envoyées. Dans la centaine de lettres que Haller échange entre 1754 et 1776 avec l'un des premiers anatomistes italiens, Carlo Allioni (1728-1804) – dont la correspondance passive totale s'élève à environ 5 000 lettres – sont évoquées et commentées aussi bien les dernières découvertes du Suédois Linné que les projets éditoriaux en cours des deux correspondants. Les informations sont échangées, relayées, des suggestions bibliographiques sont faites. Par la mobilisation et l'introduction dans l'échange épistolaire d'autres correspondants des réseaux Haller et Allioni – qui dispose de plus de 200 correspondants étrangers –, une véritable communication à plusieurs voix se met parfois en place.

La correspondance d'Albrecht von Haller véhicule également des témoignages d'amitié, des marques de reconnaissance, des attestations de soutien ou d'excellence, d'un maître à ses disciples, d'un pair à ses semblables, d'un expert sollicité par telle académie des sciences, ainsi que les éléments d'une authentique veille

culturelle : actualités de la librairie, comptes rendus d'expériences, diffusion de prospectus et de règlement de concours scientifiques. Des livres, des recettes, des plantes ou des instruments de mesure accompagnent également les échanges épistolaires. Au fur et à mesure que la position scientifique de Haller devient centrale dans l'Europe des Lumières scientifiques, sa correspondance passive se développe. Il reçoit des hommages, des présents, il honore ou non tel correspondant d'une réponse ou d'un volume offert. Il peut ignorer presque tout d'un correspondant qui surgit dans son horizon épistolaire pour ne plus jamais y reparaître, ou entretenir une liaison épistolaire durable avec un informateur, un élève dont le statut peut varier au fil de l'échange.

L'existence de connexions européennes dans les réseaux de correspondance ne doit cependant pas être source d'erreur dans la perception de l'espace européen des Lumières et des échanges savants qui l'animent. De la même manière que la liste nourrie d'associés étrangers de prestige flatte l'orgueil académique mais ne doit pas faire illusion, cette correspondance à long rayon reste limitée du point de vue de la fréquence et de l'intensité des échanges, de son impact dans l'activité scientifique quotidienne des protagonistes. Elle est surtout un témoignage de l'appartenance théorique à une communauté savante dispersée en Europe. La correspondance est majoritairement « nationale ». Les énormes corpus de correspondance – les lettres s'y comptent en milliers – conservés pour l'Italie des

Lumières le montrent clairement : quelques dizaines d'échanges à travers l'Europe ne doivent pas masquer l'importance des échanges « domestiques » et de proximité. L'horizon provincial et « national » reste dominant dans l'Europe des Lumières, même si la possibilité d'échanges plus lointains et la fierté d'appartenir à une communauté savante transfrontalière sont toujours présentes. La presse périodique – spécialisée ou généraliste –, la lecture des comptes rendus académiques, l'écho plus ou moins assourdi des grandes controverses scientifiques entretiennent et relaient ce sentiment d'appartenance, en même temps qu'ils informent et orientent les pratiques.

Pour autant, la correspondance permet à ceux qui l'intègrent à une véritable stratégie de communication et de promotion savante de quitter les marges de la sphère académique pour se faire entendre du centre, y faire parvenir des informations, des travaux, des contributions aux progrès des Lumières, et éventuellement bénéficier d'une reconnaissance académique, comme l'illustre la « stratégie de la générosité » (Marc J. Ratcliff) mise en œuvre par le savant genevois Abraham Trembley (1710-1784), l'un des fondateurs de la biologie. À force de persévérance, Trembley réussit à intéresser toute l'Europe savante à la régénération du polype d'eau douce *(Hydra viridissima).* Trembley se présente comme un savant désintéressé, un « outsider » par rapport au système de reconnaissance académique. Il opte pour la libre communication des résultats de ces expériences.

Profitant de l'essor des réseaux postaux – baisse des coûts, accélération et plus grande sûreté des échanges –, il envoie des échantillons de polypes à travers l'Europe, en priant les scientifiques destinataires de bien vouloir refaire ses expériences, pour juger sur pièces. Il répond sans relâche et sans contrepartie aux demandes d'informations qu'il commence à recevoir. Progressivement, il réussit à intéresser un nombre significatif de chercheurs aux polypes et à ses découvertes. Il sait mettre à profit la correspondance qu'il entretient avec les principaux représentants de la République des Sciences, au centre des dispositifs de reconnaissance et d'agrégation scientifiques : l'académicien français Réaumur (1683-1757) ; Martin Folkes (1690-1754), président de la Royal Society. Mais Trembley refuse les honneurs académiques, ainsi en 1741 lorsque Réaumur lui propose d'être élu correspondant de l'Académie des sciences. Il dit préférer sa communication libre avec Réaumur à une correspondance officielle avec l'Académie. Ce faisant, Trembley s'efface devant sa découverte, la régénération du polype d'eau douce, pour mettre en valeur un modèle de recherche, de désintéressement personnel au profit du progrès des sciences. Sa posture est clairement fondée sur la libre communication et discussion des recherches à travers l'espace européen des sciences.

2. **Une mobilisation européenne. -** La correspondance permet également de dépasser les barrières confessionnelles lorsqu'un pasteur huguenot

du Refuge comme Jacques Pérard noue depuis Stettin une relation épistolaire suivie et de plus en plus chaleureuse avec le cardinal romain Angelo Maria Querini, évêque de Brescia, célèbre collectionneur et bibliophile. Ces réseaux désenclavent l'espace européen des Lumières, accélèrent la communication et le rapprochement avec le centre. L'échange épistolaire prend donc une importance toute particulière pour les savants implantés géographiquement à l'écart des principaux centres de production, de diffusion du savoir, et de reconnaissance académique. C'est notamment vrai pour l'Europe centrale et orientale. La maîtrise, bien qu'inégale, du français, l'usage du latin ou/et de l'italien – langue de cour à Vienne – rendent possibles ces échanges épistolaires et savants. Le réseau de correspondance européen mis sur pied par le comte Joseph Nicolas Windischgrätz (1744-1802), membre de la noblesse d'Autriche et de Bohême, est tout à fait révélateur.

Proche de l'empereur Joseph II, puis retiré du service de l'État, il dispose de 250 correspondants à travers l'Europe – dont un tiers d'académiciens et de savants –, d'une bibliothèque de 5 000 ouvrages – où figurent en bonne place Condorcet, d'Alembert, Helvétius, Adam Smith ou Beccaria. Ce juriste de formation s'intéresse à l'application politique et administrative des mathématiques, et notamment à l'application des probabilités aux sciences morales et politiques. Windischgrätz cherche à découvrir les lois mathématiques susceptibles de régir rationnellement la

société, le droit, la prise de décision politique. Il s'agit de rationaliser les sciences morales et politiques, à l'instar des sciences « exactes ». Son ambition, caractéristique des Lumières, rencontre ici, sans le savoir, les préoccupations de Condorcet, figure centrale de la dernière génération des Lumières françaises qui prépare alors son *Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix.* Windischgrätz, à la manière des concours académiques, lance un sujet de recherche doté de prix attractifs, à travers l'Europe des Lumières. Un programme avec des questions précisant les principaux enjeux du concours, son règlement, les institutions sollicitées pour évaluer les différentes propositions est imprimé en allemand, latin et français et diffusé par les canaux académiques, les périodiques scientifiques (*Journal des savants, Journal encyclopédique, Mercure de France, Gazette littéraire* de Göttingen, *Wiener Zeitung, Politisches Journal* de Hambourg notamment) et la correspondance – Adam Smith reçoit une centaine d'exemplaires du programme. Il doit s'agir d'un véritable programme de recherche européen et même transatlantique, puisque Benjamin Franklin est sollicité pour en relayer l'annonce en Amérique. En quelques mois le programme est au centre d'intenses échanges épistolaires et scientifiques. L'Académie des sciences de Paris, la Société royale d'Édimbourg, l'université de Bâle sont juges du prix.

V. **Le Grand Tour et la culture de la mobilité des noblesses européennes**

1. **Un tour de formation. -** Le Grand Tour fait traditionnellement partie des figures imposées de l'Europe des Lumières. Mais son étude, fondée essentiellement sur les récits et guides de voyageurs, tient souvent plus de l'anthologie littéraire que de l'histoire culturelle des pratiques sociales. Faute d'un effort de définition et de périodisation, il tend en outre à englober l'ensemble des pratiques du voyage au XVIII^{e} siècle. Heureusement, l'impulsion donnée par Daniel Roche à l'étude de la culture de la mobilité permet de la remettre en perspective et en contexte, et d'étudier les dispositifs matériels (réseaux de transport), économiques (hôtellerie, guides) et institutionnels (police des étrangers, développement des signalements et des passeports, voire, à la frontière gallo-belge, d'une coopération transfrontalière) de gestion des flux qu'elle induit.

Le présent chapitre nous a déjà permis de présenter certaines des circulations intellectuelles et savantes, tandis que le chapitre III insistera sur la contribution de la République universelle des francs-maçons à une circulation véritablement européenne des hommes, des idées et des médias qui les supportent. Ici, nous privilégierons le Grand Tour en tant que « pratique d'éducation des noblesses européennes » (Jean Boutier). En effet, traditionnellement associé à l'aristocratie britannique et aux strates les plus élevées de la « gentry »,

il concerne en fait l'ensemble des noblesses européennes. Polonais, Russes et Baltes sont ainsi très présents à Strasbourg, où ils fréquentent l'université luthérienne, avant de poursuivre leur formation. Nombre d'entre eux ont fait auparavant étape à Leyde, aux Provinces-Unies, et à Göttingen. Dans les collèges pour nobles de Bologne, Modène, Parme et Sienne, la domination allemande est écrasante. Le choix du Grand Tour n'implique pas la méconnaissance des voyages de formation négociante à travers l'Europe et les colonies. Mais ce livre étudie l'Europe des Lumières plutôt que l'Europe du XVIII^{e} siècle. En outre, si certains voyageurs-négociants se montrent sensibles au patrimoine culturel et artistique que leurs déplacements leur permettent d'appréhender – ainsi l'Anversois Baraux à Trieste ou le Grenoblois Raby d'Amérique connu pour sa collection d'écrits philosophiques clandestins –, les objectifs ne sont pas les mêmes, et les étapes choisies non plus. En Italie, les négociants privilégient les ports de Gênes et Livourne, les foires d'Alexandrie ou de Salerne, plutôt que Rome, Naples ou Florence.

2. **Évolution. -** Le Grand Tour n'obéit pas à un itinéraire canonique qui interdirait tout écart ; il s'agit plutôt d'une pratique éducative, sociale et mondaine, sensible à la conjoncture, aux modes et aux enjeux européens du moment. Cela se vérifie même pour l'Italie, réputée destination privilégiée, voire obligatoire de tout « touriste » bien né. Si Venise est de plus en plus

délaissée dans la seconde moitié du siècle, notamment par les Français, inversement les fouilles archéologiques de Pompéi et d'Herculanum en 1738 et 1748 accentuent le tropisme napolitain. Turin, Parme, Pise et surtout Florence sont l'objet d'un engouement croissant, tandis que le désintérêt pour Ravenne ou Padoue s'accentue, au point que le rayonnement culturel de l'Université s'en trouve réduit. Les guides de voyage enregistrent ces évolutions en même temps qu'ils les renforcent. Un ensemble de parutions nouvelles concernant l'Italie témoigne de ce que la destination reine du Grand Tour n'est pas immobile : c'est le cas du guide de Richard en 1766, de celui de l'astronome Jérôme de Lalande en 1769, et des guides portatifs des années 1770, que complètent des ouvrages plus spécialisés comme le *Voyage d'Italie* de Cochin pour l'histoire de l'art (1758) ou le projet de guide minéralogique (1773) de Jean-Étienne Guettard – auteur par ailleurs, dès 1746, d'un ambitieux projet d'*Atlas minéralogique,* auquel il associera plus tard Lavoisier.

Le Grand Tour s'effectue fréquemment par petits groupes d'élèves accompagnés de leurs précepteurs-gouverneurs et de domestiques. Il n'est d'ailleurs pas rare d'annoncer son prochain départ pour le Grand Tour dans un périodique choisi pour rechercher des compagnons de voyage. Le nombre passe pour une assurance contre les aléas du voyage, mais inquiète aussi les mères – le Grand Tour est fréquemment stigmatisé comme un prétexte à la débauche et aux excès festifs – ou les pères qui craignent que leurs

rejetons ne s'ouvrent pas assez aux pays traversés. C'est le cas notamment de Lord Chesterfield dans l'une de ses célèbres lettres à son fils : « J'ai été informé qu'il y a trop d'Anglais à l'Académie de Turin […]. Vous n'êtes pas envoyé à l'étranger pour converser avec des hommes de votre pays : parmi eux, vous n'apprendrez pas grand-chose, ni langue, ni bonnes manières. »

Le Grand Tour est également sensible à la conjoncture européenne. Si les guerres, on le rappelle souvent, n'interrompent pas les voyages au XVIII^{e} siècle, il est clair qu'elles en contrarient le déroulement. Les années qui suivent cette véritable guerre européenne et, par extension coloniale, mondiale, que fut la guerre de Sept Ans (1756-1763) marquent clairement un phénomène de rattrapage puis d'expansion. Non seulement les Britanniques reviennent : leur domination est écrasante à l'académie d'équitation (c'est-à-dire d'éducation de la noblesse) d'Angers, mais les Russes se lancent désormais activement sur le Grand Tour. À Saint-Pétersbourg, Johann Albrecht Euler, directeur des études du corps des cadets, s'en fait l'écho. Le mathématicien et futur Conventionnel Gilbert Romme sera le gouverneur de l'un d'eux, Pavel Aleksandrovitch Stroganov, fils du comte Aleksandr Sergeievitch Stroganov, grand officier du Grand-Orient de France, qu'il a connu sur les colonnes de la prestigieuse loge maçonnique parisienne des *Neuf Sœurs*. Le comte prend également à son service en 1786 un jeune artiste français méconnu, Balthazar de La Traverse, pour illustrer un *Voyage pittoresque de la Russie* qu'il

projette de publier sur le modèle de ceux qui rencontrent alors un grand succès en Europe occidentale.

L'aire baltique et la Russie intègrent à leur tour cet espace de circulation européenne. Le « voyage du Nord » gagne en importance, tandis que la péninsule Ibérique reste à l'écart des flux. Parmi les premiers Grands Tours à intégrer ce *Northern Tour* (expression tirée du récit de voyage de John Henniker en 1775-1776), figure incontestablement le voyage que les fils de Sir Clement Cottrel, maître des cérémonies de George III d'Angleterre, et de Lord John Carteret effectuent en 1740-1741 sous la conduite de Johann Caspar Wetstein. Partis en juin 1740 d'Elseneur – qui contrôle l'entrée de la Baltique –, ils séjournent cinq mois à Saint-Pétersbourg, avant de visiter par voie de terre l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et les Provinces-Unies. L'intérêt croissant pour la Russie au fur et à mesure qu'elle s'affirme comme puissance européenne ne signifie pas pour autant que ses visiteurs abandonnent leurs préjugés. Nathaniel Wraxall a beau soutenir dans ses *Remarques rapides faites au cours d'un voyage dans les parties nordiques de l'Europe* que Saint-Pétersbourg est « de loin le plus grand objet digne d'une véritable curiosité », il n'en décrit pas moins des royaumes du Nord « couverts de neige durant de longs mois et ensevelis sous les horreurs de l'hiver polaire, frustres dans leurs manières, et restant toujours dans les vestiges de l'ignorance gothique ».

3. **Une entrée remarquée dans le monde. -** Dans un Grand Tour réussi, les étapes, de quelques jours à quelques mois – lorsque le voyageur suit les cours d'une académie pour jeunes nobles ou d'une université –, comptent autant que la circulation proprement dite. Elles sont préparées par une intense activité épistolaire et de recommandation. Les espaces d'accueil et d'hospitalité sont ainsi avertis et activés. Le *Bearleader* (littéralement, « conducteur d'ours ») anglais, le gouverneur français, souvent à peine plus âgé que ses élèves, ou le *Hofmeister* allemand accompagnent ces jeunes gens biens nés. Leur périple tient à la fois du tour de formation proprement dit, qui doit permettre au retour au pays une entrée réussie dans la carrière – diplomatique, militaire ou administrative –, du tour d'initiation – il s'agit de réussir son entrée dans le monde et d'en apprendre les règles – et du tour d'agrément. Le Grand Tour n'est donc pas la perpétuation de la *peregrinatio academica* de la Renaissance. À Londres, la création en 1732 de la Society of Dilettanti (Société des dilettantes) inscrit la pratique de la relation du Grand Tour dans l'offre de sociabilité festive, artistique et mondaine. Alors que la société est d'abord connue pour ses agapes arrosées, elle s'assagit, et en 1777-1779 son peintre attitré, Joshua Reynolds, fixe pour la postérité le message savant et mondain de ces « amateurs », sûrs de leur bon goût.

Plus largement, le Grand Tour est une « expérience littéraire » (Jean Boutier). Il est en effet de tradition de prendre des notes pendant le voyage, de fixer sur le

papier, par l'écrit et le dessin, ses impressions de voyage et d'en tirer la matière d'un journal de voyage, qui emprunte en réalité beaucoup aux guides et récits publiés. Paru en 1784 et réédité cinq fois jusqu'en 1803, *Voyages en Pologne, Russie, Suède et Danemark* de William Coxe, *bearleader* en 1778-1779 puis à nouveau en 1789, est ainsi fréquemment pillé par des « touristes » en mal d'inspiration. Cette pratique qui concerne l'ensemble des Grands Tours européens n'est pas sans conséquence. Comme l'écrit Jean Boutier : « À travers l'organisation convergente du compte rendu méthodique du voyage, c'est à un premier partage que les voyageurs sont conviés, qui passe par la constitution de répertoires de ce qu'il faut visiter et de descriptions et d'évaluations de ce qu'il faut observer. Loin d'être livré à l'improvisation, tout voyage s'inscrit ainsi dans une série : nombre de guides publiés se présentent comme la mise par écrit d'observations réunies lors d'un voyage précédent, écriture qui façonne à son tour la rédaction des journaux individuels. »

Le témoignage personnel s'efface souvent derrière la reprise des stéréotypes et des clichés – qui se trouvent ainsi confortés – et limite la portée du Grand Tour comme découverte de l'autre. L'objectif est d'ailleurs plutôt la découverte de soi, au cours d'un périple censé parachever la formation, et la reconnaissance du « monde » auquel naissance et éducation donnent droit à s'agréger.

Chapitre III

L'EUROPE DES LUMIÈRES MAÇONNIQUES : UN ESPACE EN COURS D'INTÉGRATION

I. – Un succès remarquable

Dans un chapitre de *L'Europe et ses nations* au titre révélateur : « La deuxième unification européenne : la Cour, le salon, les loges », Krzysztof Pomian insiste sur le fait que « la maçonnerie devient rapidement une institution européenne – la seule institution européenne à côté de l'Église catholique ». De fait, la franc-maçonnerie prend dès le premier tiers du XVIII^{e} siècle une dimension continentale, et même mondiale si l'on prend en compte les fondations coloniales, précoces et nombreuses aux Indes, dans la Caraïbe ou en Amérique septentrionale. Un rapide survol de l'espace européen le prouve : Dublin s'éveille officiellement à la lumière en 1723, voire dès 1688. En Grande-Bretagne, les premiers feux écossais remontent à 1599, avant qu'on trouve mention d'une tenue maçonnique pendant la guerre civile à Warrington, au nord de l'Angleterre, en 1646. À Londres, l'activité maçonnique s'anime à partir des années 1670, avant que la fondation de la Grande Loge le 24 juin 1717 inaugure le processus d'institutionnalisation du fait maçonnique. Dans la péninsule Ibérique, Lisbonne et Madrid allument les feux de leurs premières loges en 1728, Gibraltar en 1729, Barcelone en 1749. À Paris, l'activité d'une loge

est avérée au moins depuis 1725, à Genève en 1736, à Lausanne en 1740 et à Neuchâtel en 1743. Dans les Pays-Bas autrichiens, la franc-maçonnerie s'implante à Tournai et Gand en 1730. La principauté ecclésiastique de Liège découvre l'Art Royal (selon l'expression du temps) en 1749. Dans les Provinces-Unies et en Europe, Rotterdam joue les pionniers dès 1720-1721. La Haye suit en 1734, Amsterdam en 1735. L'Italie suit le même rythme, avec une introduction en Calabre vers 1723, à Florence en 1732, à Rome et à Naples en 1734. En Allemagne, la franc-maçonnerie pénètre également par un grand port, Hambourg, en 1737. Mais elle emprunte aussi le canal de la société des princes et des loges de cour *(Hoflogen),* en s'implantant à Dresde – et en Pologne dont l'Électeur de Saxe est alors roi – en 1738 et à Berlin en 1740. Elle est également à Prague en 1735, à Vienne en 1742. La Baltique complète ce premier semis européen : Saint-Pétersbourg s'éveille à la lumière en 1731, Stockholm en 1735, Copenhague en 1743, Christiana (Oslo) ferme la marche en 1749. Notons que ces repères chronologiques sont indicatifs. En effet, la présence de francs-maçons dans une ville est antérieure à l'institutionnalisation de la sociabilité maçonnique par la création de loges, voire de Grandes Loges qui les fédèrent, de même que les réunions plus ou moins informelles préexistent à l'existence de loges régulièrement constituées.

Des années 1720 aux années 1790, ce sont au total des milliers de loges – au moins 900 en France –, des dizaines de milliers de membres – 40 000 à 50 000

membres en France en effectif cumulé de 1725 à 1789 ; 18 000 frères en Allemagne – qui assurent un maillage de l'espace européen sans équivalent. La sociabilité maçonnique concerne aussi bien un bourg languedocien comme Saint-Paul-de-Fenouillet, où la *Prudence* est fondée le 27 avril 1760, que Perm, dans l'Oural. Les dates d'implantation initiale, malgré leur caractère approximatif, montrent bien, sur le continent, les limites du modèle centre-périphérie et témoignent, au contraire, de l'intensité des circulations européennes qui se traduisent par des fondations quasi simultanées aux quatre coins de l'espace des Lumières.

Cette implantation rapide et durable – même contrariée dans son développement, l'activité maçonnique reprend dès que la surveillance ou l'opposition du pouvoir se relâche, comme l'illustre le cas portugais sous Pombal, ou même français au milieu des années 1740 – mérite attention. En effet, malgré la multiplicité des systèmes maçonniques rivaux et des obédiences qui voient le jour au XVIII^{e} siècle et se disputent le contrôle de l'espace européen, les francs-maçons demeurent unis autour du projet des pères fondateurs de l'ordre : rouvrir le chantier de Babel pour la relever, pour réunir l'ensemble des frères dispersés sur les deux hémisphères depuis la chute originelle, sanction du Grand Architecte de l'Univers à la désunion des ouvriers, à la démesure de leur orgueil. Par leur profession de foi cosmopolite – « le Monde entier n'est qu'une grande République, dont chaque Nation est une famille et chaque particulier un enfant » – et leur

volonté d'étendre jusqu'aux bornes du monde connu l'harmonie et la concorde qui doivent présider aux travaux des ouvriers réunis au sein de la loge, les francs-maçons développent à la fois une conscience européenne et un projet élaboré, et largement concrétisé au cours du siècle, de république universelle.

La loge est un laboratoire social, au sens où l'on y apprend l'art d'être ensemble, une école de vertu, car les membres polissent la pierre brute, en apprenant la tempérance, à repousser leurs limites, à contrôler leurs affects, à respecter la parole de l'autre et le choix de la communauté dans l'élection des officiers. Elle se veut une école de tolérance, de compréhension mutuelle entre des pairs qui se reconnaissent comme *alter ego,* d'où l'aspiration commune à la République des Lettres d'une neutralisation confessionnelle de la sphère maçonnique. Il y a bien évidemment loin du discours à la pratique, et la sociabilité maçonnique reste largement fidèle aux normes sociales, culturelles et religieuses qui régissent la sphère profane, qualifient, distinguent et disqualifient ou excluent ses membres. Il n'empêche, ce projet rencontre un succès considérable au XVIII^{e} siècle, sans équivalent à l'échelle du continent.

Le cosmos maçonnique apparaît alors comme la dilatation de cette sphère harmonieuse à l'ensemble de l'œkoumène – identifié généralement à l'Europe et à ses possessions coloniales –, tandis que se pose aux frères la question de la langue qui leur permettrait de communiquer entre eux sans obstacle et sur un pied d'égalité, sans se soumettre à une langue dominante.

C’est dans cette optique qu’il faut saisir l’effort intellectuel des francs-maçons pour penser l’organisation de l’espace européen. On peut mettre en évidence quatre principaux modèles concurrents.

II. **Quelle Europe ?**

Pour les partisans d’un ordre maçonnique chevaleresque et chrétien réunis dans la Stricte Observance templière qui, depuis la Saxe, se diffuse largement en Allemagne, gagne la France, l’Italie, la Scandinavie, la Pologne et la Russie à partir du début des années 1770, le cosmos maçonnique se confond avec l’Europe chrétienne qu’il faut restaurer. Rappelons ici que, au XVI^{e} siècle, nombre d’humanistes voyaient dans la République des Lettres le moyen de refonder l’Europe chrétienne sur la base du retour à l’Église primitive, alors même que les Réformes protestantes et catholiques déchiraient le continent. Or, le catholique Joseph de Maistre, membre de la Stricte Observance, estime précisément que cette réforme maçonnique, aristocratique et chrétienne, née en Saxe – où la Réforme de Luther avait pris naissance pour diviser l’Europe –, pourrait servir de base à la refondation de l’Europe chrétienne. On est loin de la franc-maçonnerie synagogue de Satan stigmatisée par les réactionnaires de la fin du XIX^{e} siècle.

La carte de l’ordre est celle de l’Europe templière, carte volontairement datée, volontairement anachronique, propice aux utopies ou contre-utopies.

Plusieurs projets sont évoqués en 1782 lors du Convent général de la Stricte Observance. Le prince valaque Murusi, soutenu par les frères russes, propose d'établir dans le gouvernement de Saratov une colonie de chevaliers francs-maçons. Il envisage également de lever dans les principautés danubiennes 50 000 hommes pour reconquérir Jérusalem et les biens des Templiers. C'est l'époque de l'expansion de l'Empire russe aux dépens de la Porte ottomane et de la colonisation du Caucase à laquelle participent notamment des Français. En envisageant d'y participer, les francs-maçons de la Stricte Observance défendent le principe d'une Europe chrétienne élevant un nouveau « limes » pour se protéger des barbares et contenir les ennemis du nom chrétien. Les nombreuses références à Rome relevées dans l'*Histoire, obligations et statuts de la Très Vénérable Confraternité des Francs-Maçons* sont également explicites. Il s'agit d'établir des confins militaires aux marges de l'Europe chrétienne. L'esprit de croisade n'est pas mort, de même que le succès de la littérature chevaleresque ne se dément pas.

Fondée en 1717 à partir de la réunion de quatre loges londoniennes, la Grande Loge d'Angleterre propose, quant à elle, une organisation de l'Europe maçonnique comparable à celle d'un *Commonwealth* avec des *dominions* bénéficiant d'une large autonomie interne. Elle organise l'Europe maçonnique en Grandes Loges provinciales dont le ressort se confond avec les frontières politiques des États, mais se réserve le droit

de constituer ou de reconnaître de nouveaux ateliers hors des possessions britanniques.

En résultent de nombreux affrontements avec les obédiences françaises notamment – à Naples, dans l'aire baltique, les Pays-Bas autrichiens ou en Pologne –, où interfèrent enjeux strictement maçonniques mais aussi diplomatiques, tant les chargés d'affaires, envoyés et ambassadeurs des puissances européennes ont été des vecteurs essentiels du flambeau maçonnique à travers l'Europe et le Levant. À cette thèse anglaise, la Grande Loge puis le Grand-Orient de France à partir de 1773-1774 opposent celle d'une Europe maçonnique structurée en obédiences nationales, souveraines, et non autonomes, dans l'étendue d'un ressort borné par les frontières politiques des États, c'est-à-dire défini sur des bases profanes. Paris met sur pied en 1765 une commission pour les Grands-Orients étrangers chargée de négocier des traités d'amitié avec les Grandes Loges nationales *(sic)* de Suède et de Prusse notamment, de favoriser la création d'obédiences souveraines dans les royaumes de Naples et de Pologne. Il s'agit à terme de contraindre Londres, qui revendique une « maternité universelle » sur l'ensemble du corps maçonnique, à s'asseoir à la table des négociations sur un pied d'égalité pour lui faire admettre le principe d'une organisation du corps maçonnique sur des bases nationales. Sentant son hégémonie menacée, la Grande Loge d'Angleterre dite des Modernes – elle est confrontée depuis 1751 au schisme des Anciens –, réagit en considérant l'univers maçonnique comme

irréductible à l'Europe profane et à ses contingences politiques. Par nature cosmopolite, il vise à recréer la chaîne d'union entre les frères dispersés sur les deux hémisphères et transcende les frontières politiques, linguistiques et confessionnelles. L'argument séduit une majorité de francs-maçons des Lumières alors que le modèle national du Grand-Orient emporte certes l'adhésion des despotes éclairés soucieux de contrôler les loges de leurs États – notamment en Autriche et en Suède –, mais ne s'imposera qu'au XIX^{e} siècle. Pourtant, l'opposition entre ces deux conceptions prouve que les Lumières maçonniques sont, comme les profanes, travaillées par l'émergence des consciences nationales, tandis que le cosmopolitisme qui doit présider à l'intégration de l'espace européen est fragilisé par les rivalités entre intérêts nationaux et par l'inquiétude des princes à l'égard de systèmes qui pourraient échapper à leur souveraineté.

D'autres francs-maçons adoptent une position plus tranchée. Refusant toute assimilation de leur République universelle à l'Europe du XVIII^{e} siècle et à ses prolongements coloniaux, ils considèrent que, pour bâtir leur cité idéale, les frères doivent rompre radicalement avec un monde profane voué au chaos. Après avoir imaginé un temps investir les îles de Lampedusa et de Linosa, ils retiennent le continent neuf par excellence, l'Australie, où les ouvriers du temple pourraient jeter les bases d'un État franc-maçon. Le baron de Hundt, qui devait fonder la Stricte Observance, avait, quant à lui,

initialement jeté son dévolu sur le Labrador, pour en faire une république aristocratique.

III. **Les réseaux de l'Europe maçonnique**

Quel que soit le modèle considéré, le projet d'une République des francs-maçons à géographie variable, bornée à l'Europe et à ses dépendances ou véritablement universelle, ne peut se concrétiser sans la mise sur pied de réseaux de correspondance et de loges qui innervent le corps maçonnique, le structurent et le rendent cohérent. Il faut également jeter les bases d'un droit maçonnique international, mettre au point des protocoles d'échanges de visiteurs, des échelles d'équivalence de grades rendues nécessaires par la multiplication rapide des systèmes de hauts grades. C'est ce que les pionniers de l'ordre maçonnique, hommes de réseaux – réseaux académiques, confessionnels, négociants, bancaires, diplomatiques ou artistiques, sans compter les réseaux relationnels mis sur pied par ces gestionnaires hors pair de la mobilité (Daniel Roche) que sont les aventuriers –, ont bien compris.

À Metz, carrefour d'influences maçonniques, le négociant Antoine Meunier de Précourt demande le 24 juin 1760 à la Grande Loge de France, dont il est l'un des officiers les plus actifs, « la liste de toutes les loges qui sont émanées comme nous, *Saint-Jean,* de la vôtre, afin d'établir entre elles et vous cette correspondance générale qui doit régner de l'orient à l'occident et du

septentrion au midi entre tous les corps réguliers ». Il continuera son œuvre à Hambourg puis en Russie. À l'autre extrémité de l'Europe maçonnique, en Sicile, les francs-maçons de *Saint-Jean d'Écosse,* orient de Palerme, font également profession de foi cosmopolite. Après avoir tissé de solides liens avec les ateliers installés sur le pourtour méditerranéen, ils incitent les frères de la vallée du Rhône à entrer en correspondance avec eux. Les négociants de cet atelier sicilien, pour beaucoup originaires des Cantons suisses, sont en effet nombreux à se rendre à Beaucaire à l'occasion de la fameuse foire de La Madeleine. Ils retrouvent alors leurs confrères en affaires et frères en maçonnerie sur les colonnes du temple de la loge locale. Puis le réseau palermitain s'élargit en direction des loges de l'intérieur. Au total, il coïncide presque parfaitement avec celui de la loge *Saint-Jean* de Metz. Les Palermitains se révèlent des correspondants exigeants, y compris avec leur loge mère *Saint-Jean d'Écosse,* orient de Marseille. Un visiteur marseillais se voit ainsi interdire l'accès au temple sicilien, parce que sa loge a interrompu sa correspondance. Une fois les relations épistolaires rétablies, les visites mutuelles reprennent normalement. Les rencontres fortuites, les visites escomptées sont autant d'opportunités, avidement saisies, d'initier de nouveaux échanges, de s'ouvrir par leur intermédiaire à de nouvelles pratiques maçonniques.

Les obédiences nationales prennent rapidement conscience que ces réseaux de correspondance et

d'échange permettent aux loges de leur ressort de s'évader, de constituer un espace de relations autonomes, qui transcende les frontières politiques où elles peuvent jouer un rôle à leur mesure ; c'est notamment le cas de Marseille dans le Bassin méditerranéen, de Lyon en Europe médiane ou de Strasbourg. Le Grand-Orient de France les met en garde : « Une correspondance avec l'étranger entraîne toujours de graves inconvénients. La distance des lieux occasionne des retards dangereux, et il peut même arriver que toute communication soit interrompue, alors une loge reste isolée et languit, privée des avis et des secours dont elle a besoin. Au contraire, une correspondance avec un Grand-Orient national n'est exposée à aucun danger et produit les plus grands avantages. »

Pour l'heure, si ces échanges sont activement recherchés, c'est que le projet des pères fondateurs de 1717-1723 n'est autre que de « permettre à des hommes qui sans cela ne se seraient jamais rencontrés » de se découvrir et de s'apprécier. L'accueil de l'autre en qui l'on reconnaît un frère, de ce voyageur étranger qui apporte la preuve vivante de l'existence d'une Europe maçonnique et fraternelle, revêt dans ces conditions une importance essentielle. « Vous ne serez étrangers en aucun lieu ; partout vous trouverez des frères et des amis ; vous êtes devenus des citoyens du monde entier ! », s'exclame le secrétaire de la loge *Saint-Louis des Amis réunis,* orient de Calais, à la veille de la Révolution. De son côté, le protestant cévenol La

Beaumelle, intermédiaire culturel entre la France et le Danemark, contradicteur de Voltaire et admirateur de Montesquieu, confie à son frère Jean, après sa réception à Genève où il parfait son éducation : « Je ne suis plus étranger ! » L'appartenance à une fraternité européenne est rassurante pour l'étranger en voyage. Philippe Goswyn de Neny en donne également un témoignage précieux : bien né, fils du puissant Patrice-François, chef et président du Conseil de l'impératrice-reine Marie-Thérèse, il n'en a pas moins quitté secrètement les Pays-Bas autrichiens, refusant de suivre la voie tracée par son père, pour entamer un périple qui par Liège, Paris et Genève le mène en Italie, en Grèce puis jusqu'à Constantinople où il rembarque pour la Toscane en 1766. Avant d'atteindre Marseille où il visite le temple de *Saint-Jean d'Écosse,* il écrit, à Marie-Caroline Murray : « J'ai passé quelque temps à Toulon, ou quelques lettres de recommandation, et la franche maçonnerie m'eurent bientôt mis en liaison avec tout le corps de la marine. »

On a là, à l'évidence, la marque d'une sociabilité en réseau authentiquement cosmopolite et européenne que l'ouverture récente de nombreux fonds d'archives, notamment russes, permet d'étudier de manière approfondie et de cartographier. Dans un contexte autrement plus dramatique, les réfugiés politiques l'ont bien compris. Leur histoire est, de fait, intimement liée à celle de la Fraternité maçonnique, des jacobites des années 1688-1746 aux Russes blancs et aux mencheviks en passant par les patriotes bataves des années 1785-

1787, les libéraux portugais, grecs et espagnols des années 1820-1830. À ces voyageurs, volontaires ou non, la franc-maçonnerie offre un viatique, le certificat, visé par le secrétaire des loges visitées, prémisse du passeport maçonnique que Joseph de Maistre, figure complexe de la franc-maçonnerie « savoisienne » et européenne, rêve d'établir : « La correspondance étroite avec les frères étrangers et nos devoirs envers eux, qui constitue essentiellement *la république universelle,* sont encore un objet de la plus grande importance. Il faudra faire sur ce sujet quelques bonnes lois qui puissent établir plus de relation, plus d'union entre les différentes sociétés, et concilier la bienveillance avec la prudence à l'égard des frères voyageurs. »

La sociabilité maçonnique répond aux attentes spécifiques et complémentaires de la *Société des princes* (Lucien Bély), du royaume européen des mœurs (Daniel Roche), des militaires en déplacement, des négociants et des banquiers, des étudiants ou jeunes gens bien nés effectuant leur tour de formation en compagnie de leurs précepteurs-gouverneurs, en mettant sur pied des structures d'accueil adaptées, dont on ne citera ici que quelques exemples : la *Candeur* strasbourgeoise, loge de l'université luthérienne de Strasbourg, la *Réunion des Étrangers,* orient de Paris, loge de l'ambassade de Danemark, l'*Irlandaise du Soleil Levant,* loge des étudiants en médecine irlandais de l'université de Paris, les *Amis réunis,* loge de la haute finance protestante, des artistes français et étrangers de renom et de leurs mécènes, ou encore l'*Amitié,* ancienne *Amitié*

allemande, loge des grandes maisons de négoce bordelaises originaires de la Baltique. Ces loges sont mentionnées dans les guides de voyages comme le *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris* de Vincent-Luc Thiéry.

IV. **Les exclus**

Le cosmopolitisme du Siècle des Lumières ne se confond cependant pas avec l'universalisme, la République universelle des francs-maçons épouse pour une majorité de frères les contours de l'Europe chrétienne (« le vrai chrétien, voilà le vrai maçon ! »), voire ceux du royaume de la civilité et du bon goût, où l'on peut jouir du plaisir d'être entre soi. *Mutatis mutandis,* elle se définit plutôt comme la réunion des *kaloi kagathoi* – beaux et bons de la Grèce antique, autrement dit les aristocrates –, conscients, par-delà les frontières politiques, de former une communauté de semblables, de pairs qui ont fait leurs les normes culturelles issues du « procès de civilisation ». Les routes du Grand Tour et leurs étapes obligées, les séjours dans les académies et les universités européennes, les précepteurs étrangers, la pratique du français, promu *koinè* de l'Europe des Lumières, la visite des salons et des figures de la République des Lettres ont contribué à forger cette élite européenne, aux effectifs réduits mais à la surface sociale et à l'influence politique et culturelle considérables. C'est elle qui fixe les normes sociales et culturelles qui qualifient ou

disqualifient. On voit ainsi clairement les frères définir les critères de compatibilité que tout candidat à l'initiation doit posséder préalablement à son introduction dans le temple des amis choisis. À défaut, il risquerait de perturber l'harmonie fraternelle. Lessing reprochera d'ailleurs à ses frères de recevoir trop souvent des profanes en qui ils ont reconnu préalablement aux épreuves initiatiques des semblables. Ce refus d'une altérité trop accusée, d'une différence qui, loin d'être une source d'enrichissement pour la petite communauté, contribuerait au contraire à sa dissolution, a conduit les loges du xviii^{e} siècle, à borner le cosmos maçonnique, à définir les contours d'une identité maçonnique, largement déterminés par des critères profanes. En bornant le cosmos maçonnique, les frères en sont arrivés à préciser le profil du « franc-maçon né » – contradiction évidente avec le principe de l'initiation et de la mort au monde profane qu'ils assument fort bien – et son corollaire, l'« autre absolu » – par opposition à l'*alter ego,* dont la différence irréductible menace l'intégrité de la communauté fraternelle. Selon les contexte et environnement profanes, ils ont identifié cet autre absolu au juif, au musulman, ou au « sang-mêlé » dans les Antilles, qui porte sur son visage les stigmates du chaos indifférenciateur qui menace la société coloniale, si l'on tolère les fruits empoisonnés des unions mixtes. La manière d'aborder la rencontre avec un autre perçu comme un « impossible semblable » révèle la prégnance

des préjugés profanes, le poids des fantasmes et de l'imaginaire social.

Au terme de cette exploration rapide de l'Europe des Lumières maçonniques, avec ses astres principaux, ses satellites, ses zones d'ombre et de turbulence, la franc-maçonnerie du XVIII^{e} siècle apparaît complexe, paradoxale – en un mot, plurielle. Ce cosmos parsemé d'archipels maçonniques, cet œkoumène de loges à la densité inégale, se révèle non pas un univers en expansion, qui finirait par englober la sphère profane. S'il a vocation universelle, il s'est rapidement trouvé borné par ses promoteurs, à l'instar de l'Empire romain sous le Principat d'Auguste. Or, ces bornes ne sont pas maçonniques, elles sont profanes : linguistiques, politiques, religieuses, culturelles, sociales, voire ethniques. La « maçonnerie de société » avec ses loges de cour *(Hoflogen)* ou de châteaux *(Schloßlogen),* ses théâtres de société, ses bals, concerts amateurs, ses chasses, donne le ton au sein du royaume européen des mœurs où elle s'épanouit à l'interface entre espace domestique et espace public.

V. **Lumières maçonniques, Lumières profanes**

On le sait, les relations entre la franc-maçonnerie et les Lumières remontent aux origines de l'ordre. La Royal Society newtonienne fournit à la Grande Loge de Londres tout à la fois ses inspirateurs, ses maîtres d'œuvre et ses parrains aristocratiques à partir de 1717. Le mouvement de l'*antiquarianism* n'est pas en reste.

Amateurs, collectionneurs et érudits animent les travaux de loge. En France, Daniel Roche a montré la fréquence et l'importance de l'affiliation maçonnique des académiciens de province au XVIII^{e} siècle. Les francs-maçons se montrent en outre particulièrement actifs dans la modernisation des cadres de sociabilité académique à la tombée des Lumières. En fondant les musées de Paris et de Bordeaux, la Société des Philathènes de Metz, ils mettent en cause la loi d'exclusion mutuelle entre l'*otium* et le *neg-otium,* entre le loisir aristocratique propice aux arts et l'agitation marchande réputée contraire à l'épanouissement des muses. À Paris, la loge des *Neuf Sœurs,* héritière de la loge *Des Sciences* d'Helvétius, accueille triomphalement Voltaire et Benjamin Franklin, parmi beaucoup d'autres figures des Lumières européennes et atlantiques. Pourtant, c'est incontestablement dans l'espace germanique où la rencontre entre Lumières maçonniques et Lumières profanes est la plus forte et la plus féconde, comme l'atteste le projet de l'*Aufklärer* autrichien Ignaz von Born.

Maître en chaire (c'est-à-dire président) d'une loge viennoise cosmopolite, *À la Véritable Harmonie,* citoyen des Républiques des Lettres, des Sciences – il est *fellow* de la Royal Society de Londres (1774) et membre associé des académies de Stockholm, Upsal, Göttingen, Saint-Pétersbourg, Padoue ou encore Toulouse – et des administrateurs, pilier des *Illuminaten,* société secrète favorable aux Lumières radicales, créateur du *Journal für die Freimaurer*

(Journal pour les francs-maçons), auteur de nombreux projets académiques, Ignaz von Born (1742-1791) est au cœur des réseaux qui maillent l'espace européen des Lumières, maçonniques et profanes. Ses contemporains ne s'y sont pas trompés. Dans une lettre d'août 1784, Georg Forster s'enthousiasme : « On ne peut que se réjouir de voir l'esprit des Lumières et la liberté de pensée se répandre chaque jour davantage, même dans les pays catholiques… La loge *À la Véritable Harmonie* est celle qui agit le plus en ce sens. Elle publie un journal pour les francs-maçons dans lequel on parle de la foi, du serment, du fanatisme, des cérémonies, en un mot où on parle de tout bien plus librement qu'on ne le ferait chez nous en Basse-Saxe. Les meilleurs érudits de Vienne et ses meilleurs poètes en font partie. On en a fait une société de scientifiques, amants de la lumière et, surtout, libres de préjugés. »

Ancien élève puis novice des jésuites, Born quitte brutalement la Société de Jésus, juste avant de prononcer ses vœux de profès. Son parcours est tout à fait similaire à celui d'autres intellectuels francs-maçons autrichiens de premier plan, comme Aloys Blumauer ou Karl Leonhard Reinhold, formés par les jésuites, voire anciens jésuites eux-mêmes. À Vienne, Born fait une rencontre déterminante, à l'origine d'une indéfectible amitié, celle de Joseph von Sonnenfels, qui l'introduit dans son cercle. En 1763, Sonnenfels est professeur de sciences politiques à Vienne. Or, l'université de Vienne est au cœur du processus de réforme politique, administrative et éducative, enclenché par l'impératrice-

reine Marie-Thérèse et son conseiller Gerhard van Swieten, puis repris et prolongé par Joseph II. Le groupe d'amis réuni autour de Sonnenfels s'est donné comme but de développer la culture « nationale », notamment le théâtre allemand, et de fonder une *Deutsche Gesellschaft,* une académie privée des beaux-arts.

Ignaz von Born poursuit sa formation à Prague, où il étudie le droit, la minéralogie et la géologie. Il termine par un voyage classique à travers l'Europe, qui le mène en Allemagne, aux Pays-Bas et en France. En 1770, il prend la direction du bureau de prospection minière de Prague. Il se fait alors initier à la loge *Aux trois colonnes couronnées* et marche sur les traces de Sonnenfels, dix ans après. En effet, il crée à son tour une société particulière pour la promotion des mathématiques, de l'histoire nationale et de l'histoire naturelle. La société savante de Bohême est en relation étroite avec la loge praguoise. Elle publie en outre plusieurs périodiques auxquels Born participe activement. Ses travaux, parmi lesquels la publication du catalogue raisonné de sa collection de fossiles, obtiennent une reconnaissance européenne. Marie-Thérèse l'appelle en 1776 au musée impérial de Vienne pour réorganiser le département de minéralogie.

Ignaz von Born fait son entrée au sein de la toute jeune loge *À la Véritable Harmonie* le 14 novembre 1781. Il prend la direction de l'atelier dès le 9 mars 1782. Il peut alors proposer à ses frères son programme de travail maçonnique, pédagogique et scientifique.

Conscient que l'absence d'académie impériale des sciences à Vienne pénalise les Lumières autrichiennes, Born souhaite consacrer sa loge à la promotion et à la diffusion des Lumières et en faire le support de publications savantes. Il s'appuie sur les *Constitutions* dites d'Anderson pour proposer que les membres choisissent des thèmes d'étude dans les arts libéraux, la morale, les mathématiques et les sciences naturelles, et présentent à l'ensemble des frères les fruits de leurs travaux le premier lundi de chaque mois lors d'une « loge d'exercice ». École de vertu, la loge peut également devenir le lieu où chacun se perfectionne, enrichit ses connaissances et apporte sa contribution aux progrès des Lumières.

La loge adhère avec enthousiasme au projet de Born. Les loges d'exercice réunissent à partir de 1783 plus de 80 maîtres, dont 50 % sont des frères visiteurs. Born complète son dispositif et étend son audience grâce aux publications périodiques, pratique initiée à Prague. En outre, tant comme membre de la commission de censure que comme auteur ayant lui-même été confronté à la censure, il sait qu'un journal interne, réservé aux membres de l'ordre, permet aisément de contourner les interdictions, tout en bénéficiant d'une bonne diffusion auprès des élites éclairées, compte tenu de la large distribution des loges dans l'espace européen et du taux élevé d'affiliation maçonnique du public visé au sein de l'espace germanique. C'est l'objet du *Journal pour les francs-maçons,* véritable compte rendu des travaux maçonniques de l'atelier. Trimestriel tiré à un

millier d'exemplaires, d'un prix de vente élevé, mais qui n'est pas un obstacle compte tenu des destinataires, le *Journal für Freymaurer* paraît à partir de 1784 pour un total de 12 livraisons jusqu'en 1786. Le rédacteur en chef en est le poète et censeur Aloys Blumauer, qui mobilise tous ses correspondants maçonniques et membres des *Illuminaten* à travers les États des Habsbourg pour augmenter le nombre d'abonnés et la diffusion du titre. Des lettres reçues de tout l'Empire témoignent du réel écho que le projet rencontre. S'entrecroisent sur les colonnes du *Journal* comme dans les correspondances qui l'annoncent, le nourrissent ou en prolongent la lecture, les réseaux d'amitiés personnelles, d'appartenance commune à la franc-maçonnerie, mais aussi à la république des administrateurs ou des savants : Ignaz von Born et Friedrich Münter appartiennent, par exemple, à une République européenne et cosmopolite des minéralogistes, associant savants et amateurs – précieux par leurs collections et la qualité des informations qu'ils sont susceptibles de transmettre. Born convainc un *Aufklärer* de premier plan, Karl Leonhard Reinhold, professeur de philosophie à Iéna, de lui adresser des articles pour le *Journal.* Mais Born n'oublie pas qu'il s'agit d'abord d'un périodique maçonnique ; il publie lui-même la planche inaugurale des loges d'exercice qu'il consacre aux Mystères des Égyptiens – elle aurait inspiré le livret de *La Flûte enchantée* –, saisissant l'opportunité d'un thème attractif pour combattre mythes et charlatans. Le *Journal* informe également ses

lecteurs de l'actualité maçonnique des États des Habsbourg et de l'étranger.

Pour porter et relayer le projet scientifique des francs-maçons éclairés réunis sur les colonnes de la *Véritable Harmonie,* Born publie, de 1783 à 1788, sept recueils des *Travaux de physique des amis de l'harmonie à Vienne,* trimestriel en deux volumes. Les contributions traitent aussi bien de botanique que d'astronomie. On relève des descriptions géographiques, notamment de la Sibérie, des travaux sur l'industrie du verre, sur le colibri, ou les fossiles. Born cherche clairement à réunir des collaborateurs issus de tous horizons, bien au-delà de ses propres sujets de prédilection. En outre, il peut, à la différence du *Journal für Freymaurer,* faire appel à des non-maçons. *Aufklärung* et Lumières maçonniques, engagements réformateur et fraternel s'entrecroisent ici en permanence. C'est l'une des caractéristiques de la franc-maçonnerie dans les États des Habsbourg.

Entre Internationale et diaspora, la République universelle des francs-maçons nourrit un dessein européen. Elle tente ainsi de concrétiser la profession de foi cosmopolite des Lumières avant d'être brutalement confrontée à l'émergence du sentiment national.

Chapitre IV

UNITÉ ET DIVISIONS DE L'EUROPE DES LUMIÈRES

« Nous, les Européens. »
Francis Bacon, 1623.

I. – L'Europe française : un malentendu ?

1. **Le modèle français et ses limites. -** Lorsqu'on évoque l'Europe française au XVIII[e] siècle, le discours de Rivarol couronné par l'Académie de Berlin en 1784, *De l'universalité de la langue française,* apparaît souvent comme une référence obligée, au point qu'on en oublie parfois le caractère excessif des affirmations et la nature du texte : un mémoire académique adressé à une institution qui avait bâti sa réputation et sa communication européennes sur sa liaison intime avec les Lumières et la presse françaises, ses travaux en français, et l'incorporation régulière de membres français. Peut-on en effet écrire à bon droit en 1784 : « Le temps semble venu de dire le monde français comme autrefois le monde romain, et la philosophie, lasse de voir les hommes toujours divisés par les intérêts divers de la politique, se réjouit maintenant de les voir, d'un bout de la terre à l'autre, se former en république sous la domination d'une même langue » ? Jean-Christophe Schwal, qui partage les lauriers académiques avec Rivarol, est plus lucide. Sa *Dissertation sur les causes de l'universalité de la langue française, et la durée*

vraisemblable de son empire envisage favorablement le français comme moyen de communication internationale, voire universelle, mais elle insiste sur la nécessité pour chaque nation de se consacrer au développement et au perfectionnement de sa propre langue. L'expansion de la langue française ne doit pas se faire au détriment des autres langues européennes ; l'hégémonie d'une langue est dangereuse.

Le cas suédois mérite également attention. La francophilie du parti des chapeaux – favorable à l'autorité monarchique et rival des bonnets, partisans d'une prééminence de l'aristocratie – ne doit pas prêter à confusion. Certes, des ambassadeurs suédois comme les comtes Carl Gustaf Tessin (1695-1770) et Carl Fredrick Scheffer (1715-1786) – qui seront également les formateurs de Gustave III – ou Gustav Philip Creutz (1731-1785), familier de Madame Geoffrin, sont de remarquables intermédiaires culturels entre la France et le royaume scandinave. Scheffer écrit à Madame du Deffand, le 24 août 1753 : « J'aime la gloire de la France, mon amour pour la nation me fait penser souvent que je suis Français, et je souffre d'entendre les raisonnements que l'on fait sur tout ce qui se passe chez vous. » Tous participent activement à la vie de société ; amateurs d'art confirmés, ils achètent beaucoup sur le marché parisien, tant pour leur souverain que pour eux-mêmes. Leur appréciation de la vie littéraire est tout aussi sûre. Il est en outre certain que la langue suédoise incorpore alors de nombreux mots et expressions français, dans le vocabulaire aussi bien administratif et

économique que mondain : « de bon ton » et « comme il faut » deviennent significativement des expressions couramment utilisées au sein de la bonne société. Lorsque Gustave III – dont le séjour parisien en 1771 alors qu'il était prince héritier avait marqué la vie culturelle et mondaine – fonde l'Académie suédoise en 1786, il fait explicitement référence à la France : il s'agit d'« établir une académie purement pour la langue et le goût, telle que l'est l'Académie française ». Comme en Russie, architectes, peintres, sculpteurs, précepteurs, cadres militaires sont nombreux à s'installer en Suède où la traduction et l'adaptation des ouvrages français sont rapides. Mais, dans le même temps, cette francophilie doit être nuancée. Si le parti des chapeaux est réputé francophile, c'est aussi parce qu'il est financé par la France qui a besoin d'un roi fort en Suède pour maintenir une alliance crédible et efficace face aux bonnets soutenus par l'Angleterre. Le « cosmopolitisme linguistique » (Gunnar von Proschwitz) des Suédois ne les empêche pas, au contraire, d'enrichir leur propre langue et de chercher à en affirmer l'identité. De même, les échanges culturels et artistiques ne sont pas unilatéraux. Les diplomates, techniciens et savants relaient les contributions suédoises en matière de sidérurgie, botanique (Linné), minéralogie, auprès des académies et périodiques savants français. Au total, Jean-François Battail considère à raison que « l'épanouissement exceptionnel que la Suède connaît à l'ère de la liberté (1719-1772) lui permet d'enrichir à son tour la communication

internationale, si bien que les échanges intellectuels entre nos deux pays parviennent à un authentique équilibre fondé sur la réciprocité ».

Pour autant, on ne peut nier l'audience de la mode française au sein du royaume européen des mœurs et du bon goût. Carlo Goldoni le montre bien dans ses *Mémoires* : la mode est « le mobile des Français […] ce sont eux qui donnent le ton à l'Europe entière, soit en spectacles, soit en déclarations, en habillements, en parure, en bijouterie, en coiffure, en toute espèce d'agréments ; ce sont les Français que l'on cherche partout à imiter. À l'entrée de chaque saison, on voit à Venise dans la rue de la Mercerie une figure habillée, que l'on appelle la Poupée de France, c'est le prototype auquel les femmes doivent se conformer, et toute extravagance est belle d'après cet original ».

Les poupées de M^lle^ Bertin sont attendues avec impatience dans les palais de l'aristocratie russe. Les gouvernantes et précepteurs français sont particulièrement recherchés pour l'éducation des enfants bien nés, ce qui n'est d'aucune garantie, en revanche, quant au traitement qu'ils reçoivent : considérés comme des domestiques, ils sont nombreux à déchanter, tandis que beaucoup de maîtres découvrent qu'ils se sont fait abuser. Quoi qu'il en soit, on peut déjà se demander si cette Europe de la mode et du goût n'est pas davantage une Europe parisienne qu'une Europe française. Or, ce Paris mondain qui imprime la marque au bon goût se définit précisément comme cosmopolite, un cosmopolitisme de l'entre-soi. Il met en scène son

ouverture à l'autre, un autre reconnu comme *alter ego* par son appartenance dûment contrôlée à la bonne société et sa pratique d'un français perçu davantage comme la langue vernaculaire du royaume européen du goût que comme la langue de la nation dominante. Si seuls les étrangers de qualité passent avec succès l'épreuve de la première présentation au salon et sont conviés à prendre part aux jeux de société, il en va de même pour les postulants français. La profession de foi cosmopolite ne suppose pas la liberté de circulation dans l'espace mondain, elle permet au contraire d'en relever le seuil d'accès. Dans ces conditions, c'est moins la capitale française qui donne le ton à une Europe sous influence et captive qu'une société européenne du goût et des mœurs dont l'un des théâtres favoris est sans conteste Paris, mais qui s'épanouit également dans ses migrations saisonnières vers les villes d'eaux comme Spa ou dans les résidences de campagne de l'aristocratie.

2. **Cosmopolitisme et émergence d'une conscience nationale. -** Exposant les *Progrès des Allemands dans les sciences et les belles-lettres* (Amsterdam, 1752), le baron de Bielfeld réaffirme son attachement à une République européenne des Lettres : « Ce n'est pas un esprit de prééminence ou même de rivalité nationale qui m'anime, j'en suis très éloigné, accoutumé à envisager le monde littéraire comme une seule république dont chaque peuple fait une famille et chaque savant un citoyen, je crois que tous les peuples

policés ont payé une espèce de tribut à cette république commune. » Mais sa profession de foi témoigne, par là même, des lézardes que l'émergence de la conscience nationale ainsi que la maturation des Lumières nationales qui mettent l'accent sur leur identité propre commencent à introduire dans la représentation utopique d'une Europe des Lumières assimilée à une République universelle des Lettres.

Le maillage de l'espace européen des Lumières par les académies et les sociétés économiques, patriotiques, d'agriculture et d'encouragement des arts et des lettres n'a d'ailleurs pas pu faire abstraction de la carte politique du continent. Si le projet de la Société patriotique pour l'encouragement des connaissances et des mœurs de Hesse-Hombourg (1775) de réunir toutes les académies témoigne de la conscience des Allemands de ce morcellement territorial et de la volonté de le transcender, la multiplication des sociétés patriotiques en Allemagne – on en compte 200 – traduit dans le même mouvement sa prégnance. Il est tout aussi révélateur que le projet d'une académie sans siège fixe, réticulaire – plus que virtuelle – puisque fondée sur la seule communication épistolaire entre ses membres, émane d'Italie. Il est l'œuvre d'Anton Mario Lorgna, mathématicien, chimiste et hydraulicien. S'il s'inscrit parfaitement dans l'espace européen de circulation des savoirs, correspond activement avec Lagrange, Euler, Jacques et Jean Bernoulli, et assure une authentique veille scientifique dont témoigne sa bibliothèque, Lorgna souhaite également que les savants italiens

s'unissent par-delà les divisions territoriales et politiques de la péninsule. À eux d'échapper au localisme et de montrer qu'ils valent leurs confrères européens. C'est le dessein de la Società italiana dont le premier recueil de travaux est édité en 1782. Pendant la Révolution, elle devait d'ailleurs servir de base à l'Istituto nazionale de la République cisalpine. La démarche de Lorgna associe donc clairement consciences européenne et nationale, cosmopolitisme et patriotisme, dont elle révèle les liens plus que les oppositions. Cette création doit en outre être rapprochée de la tentative de Ludovico Antonio Muratori (1672-1750), bibliothécaire à Milan et à Modène, figure importante de la République des Lettres et des premières Lumières italiennes, de créer une académie d'Italie pendant la guerre de Succession d'Espagne (1701-1713). Le projet n'avait pas abouti, mais il avait trouvé un écho dans le périodique vénitien *Giornale de'letterati d'Italia,* principal titre littéraire de la péninsule pendant la première moitié du siècle.

La mosaïque politique de l'Empire et de l'Italie aiguillonne les intellectuels et les conduit à voir dans la culture et les instruments de diffusion des Lumières (presse, foyers de sociabilité, langue « nationale ») les moyens de transcender les frontières politiques pour animer et fédérer un espace culturel national.

Le cosmopolitisme des Lumières européennes ne doit donc pas masquer l'importance d'une prise de conscience nationale. Dans les États des Habsbourg, les représentants des Lumières radicales qui mettent en

œuvre le programme de réforme de Joseph II militent pour l'affirmation d'un théâtre allemand et, au-delà, d'une culture allemande. Certains craignent en outre que le cosmopolitisme européen ne fasse la part trop belle aux Lumières françaises et n'étouffe le génie national. L'orgueil et les prétentions des « petits maîtres » français blessent les Européens et entraînent des réactions. La Gottschedin (1713-1762) – de son vrai nom Luise Adelgunde Victorie Gottsched, épouse du célèbre réformateur de la langue allemande, de la poésie et du théâtre Johann Christoph Gottsched –, elle-même traductrice inlassable et auteure de théâtre, dénonce les excès de la gallomanie. Sa *Gouvernante française* (1744) méprise tout ce qui est allemand et se révèle à l'occasion d'un voyage à Paris qu'elle prépare pour les enfants de deux familles saxonnes être un escroc. La Gottschedin a pourtant traduit des comédies françaises dont *Le Misanthrope,* mais aussi l'*Histoire de l'Académie des inscriptions et belles-lettres* et surveillé la traduction du dictionnaire de Pierre Bayle. Outre-Manche, le Grand Tour a ses opposants qui mettent en garde non seulement contre la dissolution des mœurs mais aussi contre la perte des valeurs et de l'identité « nationales ». À l'opposé du tour européen *(abroad),* le voyage « domestique » *(at home)* permet de prendre la mesure de l'espace national, de son identité irréductible et de forger une nation consciente d'elle-même. Le cosmopolite n'est pas l'apatride, mais les premières menaces surgissent à l'horizon. On comprend ainsi mieux les précautions maladroites prises par le

polygraphe français Louis-Antoine Caraccioli dans *Paris, le modèle des nations étrangères ou l'Europe française* (1777) :

« Il n'est pas hors de propos de prévenir le lecteur que cet ouvrage n'a pour objet que l'influence des modes et des usages de Paris sur les Européens ; et que, si l'on y loue de préférence les Français, ce n'est qu'à raison de leur élégance et de leur aménité, sans donner la moindre atteinte au mérite réel des autres Nations. Ce livre est tout simplement un tableau où je représente les Européens selon le costume français qu'ils ont adopté. […]

« À Dieu ne plaise que j'abaisse ici les Européens pour relever les Français. Italiens, Anglais, Allemands, Espagnols, Polonais, Russes, Suédois, Portugais, etc., vous êtes tous mes frères, tous mes amis, tous également bons et vertueux. Heureux qui, citoyen du monde, ne connaît ni l'antipathie, ni la prévention. »

Le cosmopolitisme bien compris et l'appropriation du modèle français ne devraient pas étouffer l'identité nationale, mais au contraire la révéler, au sens photographique du terme, en favoriser l'éveil. C'est dans cette perspective qu'il faut lire le combat de Johann Christoph Gottsched (1700-1766) pour l'appropriation du modèle théâtral français en Allemagne. Sa réforme de la scène théâtrale allemande illustre en effet la complexité des relations culturelles franco-germaniques au xviii^{e} siècle ainsi que des liens entre cosmopolitisme et patriotisme. Comme son épouse, il traduit de très nombreuses pièces. Mais son

projet vise en fait à permettre aux spectateurs allemands, par le détour du théâtre français, de retrouver les valeurs antiques. Pour Gottsched, et contrairement à ce qu'affirme l'Église luthérienne, le théâtre a des vertus morales et pédagogiques. Il met en scène les mœurs antiques. À ses yeux la référence française n'est donc pas une imitation servile, mais une nécessité dans une période de formation et d'éveil : « Nous, Allemands, devons avoir recours aux traductions du français, jusqu'à ce que nous commencions à avoir des poètes, qui puissent eux-mêmes produire quelque chose de régulier. » Par la suite, la guerre de Sept Ans (1756-1763), qui ruine les finances des princes allemands, accélère la maturation d'un « théâtre national allemand ». Trop onéreuses, les troupes italiennes et françaises sont licenciées. Si, pour Roland Krebs, il ne faut pas exagérer la portée politique et culturelle de ce théâtre national, il n'empêche qu'il prend une dimension ouvertement patriotique.

La réception du modèle n'est donc pas soumission mais appropriation. Elle prépare à l'émergence d'une pratique et d'une conscience autonomes. Il convient donc d'éviter tout jugement hâtif sur l'appropriation du modèle français dans l'Europe des Lumières. On peut d'ailleurs se souvenir que, lorsque Christian Thomasius avait prononcé à Leipzig le 16 novembre 1687, pour la première fois depuis la Renaissance, un cours en allemand, il consacrait son enseignement à la question de l'imitation des Français.

II. **L'impact des conflits européens**

1. **Les projets de paix perpétuelle. -** « Dans quel état florissant serait donc l'Europe, sans les guerres continuelles qui la troublent pour de très légers intérêts, et souvent pour de petits caprices ? », déplore Voltaire dans l'*Essai sur les mœurs et l'esprit des nations.* De fait, la guerre est omniprésente au XVIII^{e} siècle, tant sur terre que sur mer et dans les colonies. Pour quatre années de belligérance, on compte une année de paix. Deux célèbres projets de paix perpétuelle, celui de l'abbé de Saint-Pierre et celui d'Emmanuel Kant, encadrent la période, mais ils n'épuisent pas le genre. On peut notamment citer un *Projet de pacification générale* d'Ange Goudar (1757) ; *Le roman politique sur l'État présent des affaires en Amérique, ou Lettres de M.*** à M.*** sur les moyens d'établir une paix solide et durable dans les colonies, et la liberté générale du commerce extérieur* de Saintard (1757) ; *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains* de Vattel ; *Des principes des négociations pour servir d'introduction au droit public de l'Europe, fondé sur les traités* de Mably (1767) ; ou encore la *Théorie des traités de commerce entre les nations* de Bouchard (1777) et le *Plan pour une paix universelle et perpétuelle* de Jeremy Bentham (1786). Ces projets témoignent de la conscience aiguë des divisions européennes. Certes, les projets de paix ne sont pas nouveaux. La *Querela Pacis* d'Érasme est connue, de

même que le « Grand dessein » que Sully prête à Henri IV dans ses *Économies royales.* Mais, dans ce dernier cas, il s'agissait avant tout d'une alliance stratégique destinée à contrer l'hégémonie de la Maison des Habsbourg présentée comme un obstacle à la paix. Pour « tenir la chrétienté en repos », il faut donc « réduire la domination du roi d'Espagne dans le seul continent du royaume des Espagnes, et commencer la diminution de cette formidable domination par la soustraction des dix-sept provinces des Pays-Bas ». Comme l'écrit Polier de Saint-Germain en 1788, il « s'agissait plutôt d'une ligue tendant à abaisser pour jamais la Maison d'Autriche ». Une fois l'aspiration à la monarchie universelle des Habsbourg contrariée, la chrétienté unie pourrait, selon Sully, partir à la conquête des « trois autres parties du monde, à savoir l'Asie, l'Afrique et l'Amérique », et « soutenir une guerre continuelle contre les infidèles ennemis du sacré nom de Jésus-Christ ».

On le comprend, les projets de paix perpétuelle du XVIII^{e} siècle sont d'une autre nature. L'équilibre des puissances *(balance of power),* clé de voûte de l'ordre européen depuis la fin de la guerre de Succession d'Espagne en 1713-1714, ne permet pas l'épanouissement durable de la « société européenne ». Comme l'écrit Saintard dans son *Roman politique,* « l'équilibre est un état que quelque événement, indépendant de la volonté des hommes, peut sans cesse déranger et qu'il faut maintenir avec effort. La paix perpétuelle sera un état entretenu par des lois fixes, un tribunal, par quelque puissance supérieure et sans

aucune espèce d'action ; car toute action dans des puissances libres mène nécessairement à la guerre ». Pour l'abbé de Saint-Pierre, les traités ne sont pas une garantie suffisante – l'attitude de Frédéric II de Prusse devait par la suite lui donner raison : les « promesses mutuelles écrites ou dans des traités de commerce, de trêve, de paix [ne peuvent donner] de sûreté suffisante de l'exécution des traités, ni des moyens suffisants pour terminer équitablement, et surtout sans guerre les différends futurs, et que si l'on ne pouvait rien trouver de meilleur, les princes chrétiens ne devaient s'attendre qu'à une guerre presque continuelle ». Il est donc urgent, selon lui, d'instaurer un organisme de prévention et de gestion des crises, dont l'autorité régulatrice s'imposera à l'ensemble des nations contractantes.

Cet organe européen prend selon les projets le nom de conseil général, de diète, de parlement. Pour l'abbé de Saint-Pierre, l'Union sera composée de « dix-huit principales souverainetés chrétiennes, qui auraient chacune une voix à la diète générale d'Europe : France, Espagne, Angleterre, Hollande, Portugal, Suisse et associés, Florence et associés, Gênes et associés, l'État ecclésiastique, Venise, Savoie, Lorraine, Danemark, Courlande avec Dantzig, l'Empereur et l'Empire, Pologne, Suède, Moscovie ». L'Empire ottoman en est donc exclu, à la différence de la Russie. Pour autant, des accords pourront être conclus avec la Porte pour diminuer les risques de tension aux frontières de l'Union. Si les projets abandonnent pour la plupart le

principe d'une Europe chrétienne, d'une *Respublica christiana,* ils retiennent néanmoins les frontières de la chrétienté, par-delà les fractures confessionnelles intra-européennes, comme une frontière de civilisation qui délimite l'espace européen des Lumières. Pour Voltaire, « il y avait longtemps qu'on pouvait regarder l'Europe chrétienne comme une espèce de grande république partagée en plusieurs États » *(Le siècle de Louis XIV).* De son côté, Rousseau estime que, « excepté le Turc, il règne entre tous les peuples de l'Europe une liaison sociale imparfaite, mais plus étroite que les nœuds généraux et lâches de l'humanité ».

Le conseil doit avoir les moyens de maintenir la paix, pour que l'ordre européen ne soit plus suspendu à l'intervention de la puissance hégémonique du moment, qui imposerait « sa » paix. Pour l'abbé de Saint-Pierre, si une puissance européenne viole la paix et commet une agression, l'Union lui fera la guerre : « Telle puissance devra non seulement être exclue, *ipso facto,* mais encore jusqu'à ce qu'elle ait mis bas les armes, réparé les dommages causés, et donné pleine et entière satisfaction à la puissance lésée, en se soumettant absolument et sans restriction, au jugement porté par le tribunal supérieur. » Cette rigueur paraît nécessaire à l'auteur pour rendre l'Union et le projet de paix perpétuelle crédibles. Au prix de certaines critiques. Rousseau écrit notamment : « Admirons un si beau plan, mais consolons-nous de ne pas le voir exécuté, car cela ne peut se faire que par des moyens violents et redoutables à l'humanité. » Pour les auteurs de projets

de paix perpétuelle du Siècle des Lumières, il ne saurait y avoir désormais de guerre juste. La paix civile est l'état normal d'une société dans un État bien réglé. Il doit en être de même à l'échelle de la société européenne, aussi bien pour William Penn que pour Jeremy Bentham. Et nombre d'auteurs de considérer que le régime monarchique à tendance absolutiste est, à la différence de la monarchie tempérée ou du régime républicain, une menace pour cette paix européenne. Rappelons que, pour Montesquieu, la « vertu politique » définie comme « l'amour des lois et de la patrie » ne peut s'épanouir que dans les régimes républicains. Dans les monarchies, l'honneur supplée cette absence. L'enjeu politique de tels projets est donc évident. Les projets discutent de la représentation des puissances européennes au sein du conseil qui assurera la paix européenne : égalité arithmétique ou proportionnelle. Pour William Penn, la représentation devrait être fondée sur l'importance économique des États. On aurait tort de balayer cette aspiration récurrente à la paix européenne en la disqualifiant comme utopique. Elle témoigne d'une conscience européenne, d'autant que les hommes des Lumières savent la prégnance des stéréotypes nationaux – qu'illustrent le théâtre et la caricature – qui freinent la communication harmonieuse au sein de l'espace européen.

2. **La rupture de la guerre de Sept Ans. -** Mais la guerre, si elle conduit à réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour préserver la paix, divise aussi l'Europe,

favorise l'émergence d'un nouveau patriotisme à partir du mitan du siècle, et les manifestations d'hostilité à l'égard de l'autre européen. C'est particulièrement vrai pour les relations franco-britanniques au cours des années 1750-1770, marquées par le tournant décisif de la guerre de Sept Ans (1756-1763), au cours de laquelle la France accumule défaites et déconvenues comme Rossbach (5 novembre 1757) sur le théâtre d'opérations européen, les Cardinaux et Lagos sur mer, la bataille des plaines d'Abraham et la prise de Québec en Nouvelle-France (18 septembre 1760), ou la chute de Pondichéry en Inde (17 janvier 1761). Edmond Dziembowski y voit la naissance d'un « nouveau patriotisme français ». De fait, l'abbé Gabriel-François Coyer (1707-1782), bientôt célèbre pour son mémoire sur la *Noblesse commerçante* (1756) et la controverse qui s'ensuit, avait regretté en 1755, dans ses *Dissertations pour être lues ; la première sur le vieux mot de patrie ; la seconde sur la nature du peuple* (La Haye, 1754) la disparition du patriotisme en France. Le sentiment patriotique aurait migré en Angleterre. Mais les premiers événements du conflit, survenus sans que la guerre n'ait été déclarée (elle le sera le 18 mai 1756), raniment l'hostilité contre la Perfide Albion. Les Britanniques se sont emparés en effet de deux premiers navires, l'*Alcide* et le *Lys,* dès juin 1755. Les manifestations d'anglophobie sont d'apparence traditionnelle, de même que les élans de patriotisme lors des rares victoires françaises comme la prise de Port-Mahon à Minorque par le duc de Richelieu le 23 avril 1756. Les échecs français sont aussi

l'occasion d'attaquer les ministres imprévoyants dans de violents pamphlets, libelles et autres chansons. Mais on voit déjà poindre un « nouveau patriotisme », spontané, qui échappe largement au contrôle de la propagande et des cérémonies de l'information monarchique que sont, par exemple, les *Te Deum.* « Vers 1760, "patrie", mais aussi ses dérivés les plus récents comme le "patriotisme" d'origine britannique, sont régulièrement employés. Cette mutation linguistique correspond à l'apparition d'une espèce de patriotisme de salut public, patriotisme dont le catalyseur est la montée de la puissance anglaise et son corollaire, la réputation toujours aussi forte de nation "patriote" que conserve ce pays pendant la guerre de Sept Ans » (E. Dziembowski). La période concentre, en effet, les deux tiers des occurrences du terme « patrie » et de ses dérivés dans les titres de parutions françaises pour le XVIII^{e} siècle, Révolution exclue. Si jusqu'ici les acteurs des confrontations anglo-françaises étaient les souverains, les maisons régnantes et les royaumes – « ennemis naturels et nécessaires », comme l'écrivait l'ambassadeur britannique Stair à Lord Stanhope dès 1717, alors même que les deux puissances étaient alliées –, désormais les textes font référence aux nations. En prenant part au débat, certains sujets se font et s'affirment citoyens. Et même lorsqu'une ode composée en 1756 demande l'érection d'une colonne surmontée d'une statue du maréchal de Richelieu, elle enfreint la règle du monopole royal en matière de célébration.

Quoi qu'il en soit, le conflit met en lumière les ambiguïtés de l'anglophilie du premier XVIII^{e} siècle. Les manifestations de cette anglophilie sont connues. Les *Lettres philosophiques* de Voltaire (1734) connaissent un triomphe, avec plus de 20 000 exemplaires – contrefaçons comprises. Condorcet écrit, dans sa *Vie de Voltaire* : « Cet ouvrage fit parmi nous l'effet d'une révolution ; il commença à y faire naître le goût de la philosophie et de la littérature anglaises, à nous intéresser aux mœurs, à la politique, aux connaissances commerciales de ce peuple, à répandre sa langue parmi nous. » La sociabilité britannique s'implante sur le continent avec les loges maçonniques. Au-delà de la mode, la greffe prend durablement, on l'a vu. Les institutions anglaises sont l'objet de curiosité, de débats passionnés aussi. *Le Pour et Contre* de l'abbé Prévost (296 numéros entre 1733 et 1740), ses traductions (notamment *Clarissa* de Samuel Richardson en 1751) popularisent la littérature britannique, tandis que le voyage d'Angleterre cherche à prendre la mesure d'une puissance en ascension. Pourtant, l'anglophilie ne signifie pas que l'Angleterre est bien connue des Français en 1756, encore moins qu'elle est bien comprise. L'alliance des années 1716-1731 n'a pas gommé les malentendus entre les deux puissances – qui se soupçonnent mutuellement de duplicité – pas plus qu'elle n'a réussi à dépasser leurs intérêts contradictoires. Les auteurs des Lumières ont eux aussi tendance à privilégier la représentation du « modèle anglais » – destinée à critiquer le système politique

français – plutôt que la description de la réalité anglaise. Ainsi, les notes personnelles de Montesquieu pendant ses voyages outre-Manche ne manquent pas de jugements sévères. Mais ils ne sont pas repris dans *De l'Esprit des lois.* Inversement, si les manifestations de patriotisme exacerbé sont encore nombreuses après 1763, comme l'atteste le succès immédiat d'une pièce de théâtre pourtant médiocre, le *Siège de Calais,* de Belloy (1765), qui exalte le patriotisme du maire de Calais Eustache de Saint-Pierre et de ses bourgeois en 1346-1347 face à un envahisseur intraitable, Édouard III, la défaite amène les Français à comprendre que la puissance anglaise est une réalité, qu'elle s'est construite progressivement. Les défaites françaises ne peuvent plus être attribuées aux seules erreurs stratégiques des ministres et des généraux français. « La grande illusion, illusion d'une France convaincue de posséder toujours le premier rang dans le concert des nations » (E. Dziembowski), s'est évanouie. Le nouveau rapport de force conduit donc les contemporains à étudier avec plus de rigueur et de précision cette « nation patriotique ». Le cosmopolitisme n'est donc pas gage d'une connaissance approfondie de l'autre, tandis que la poussée patriotique et l'affirmation d'une conscience nouvelle peuvent conduire à une attention plus grande à l'autre, à ses institutions – grand sujet d'intérêt après la guerre de Sept Ans – et aux facteurs de sa puissance.

CONCLUSION

L'Europe des Lumières ne meurt pas avec les révolutions d'outre-Atlantique et européennes. La mise en évidence d'une « transition révolutionnaire » des années 1770-1830 permet aujourd'hui d'insister sur les continuités, les inflexions progressives. Les Lumières ont travaillé l'espace européen au XVIII^{e} siècle et contribué à son appropriation, à la fois matérielle, territoriale et culturelle. Plurielles, elles ont rencontré dès l'origine des oppositions, des résistances, des crises, au contact desquelles elles ont évolué, mûri. Émancipées de la République des Lettres, elles se sont souvent épanouies dans le royaume européen des mœurs et du goût, mais n'ont pas pour autant renoncé à leur esprit critique et caustique. Partout, mais de manière inégale, elles contribuent à la maturation de l'opinion publique et à la modernisation bon gré mal gré des structures éducatives, religieuses, sociales et politiques. Il ne faut pas oublier non plus que les figures de proue de la réaction européenne du premier XIX^{e} siècle sont des enfants des Lumières. Les Lumières ont porté le projet cosmopolite en même temps qu'elles ouvraient la voie au nationalisme. Mais le projet d'un espace européen ouvert à la circulation des œuvres et des savoirs survit aux révolutions et aux contre-révolutions. Régulièrement réactivé, il anime l'Europe des lettres, des sciences et des arts tout au long du XIX^{e} siècle. Goethe n'écrit-il pas, en 1827 : « Il est très agréable

qu'actuellement, en raison des relations étroites entre Français, Anglais et Allemands, nous ayons la possibilité de nous corriger l'un l'autre. Tel est le grand profit qu'apportera une *littérature universelle* et qui se révélera toujours davantage » ?

De manière tout aussi significative, Jacques Derrida dialoguant avec Jürgen Habermas en 2004 éprouve lui aussi la nécessité de faire retour sur le cosmopolitisme européen et convoque significativement l'Europe des Lumières : « Mais je persiste à nommer l'"Europe", fût-ce entre guillemets, parce que, dans la vaste et patiente déconstruction nécessaire pour la transformation à venir, l'expérience que l'Europe a inaugurée, depuis le temps des Lumières, de l'Aufklärung, de l'Illuminismo, quant aux rapports entre le politique et le théologique, ou plutôt le religieux, reste sans doute inégale, inachevée, relative, complexe, etc., mais cette expérience aura laissé dans l'espace politique européen, quant à la dogmatique religieuse […] des marques absolument originales […]. »

BIBLIOGRAPHIE

Beaurepaire Pierre-Yves, *L'Europe des francs-maçons (XVIIIe-XXIe siècle)*, Paris, Belin, coll. « Europe et Histoire », 2002.

– *Le Mythe de l'Europe française. Diplomatie, culture et sociabilités au temps des Lumières*, Paris, Autrement, coll. « Mémoires », 2007.

– *L'Europe au Siècle des Lumières*, Paris, Ellipses, coll. « Le monde : une histoire », 2011.

Beaurepaire Pierre-Yves, Pourchasse Pierrick (dir.), *Les Circulations internationales en Europe années 1680-années 1780*, Rennes, Pur, coll. « Histoire », 2010, 504 p.

Berkvens-Stevelinck Christiane, Bots Hans et Häseler Jens (éds.), *Journalisme et république des lettres : l'élargissement vers les « Pays du Nord » au dix-huitième siècle*, 2004-2007, Amsterdam & Utrecht, APA-Holland University Press, 2009.

Bots Hans, Waquet Françoise, *La République des lettres*, Paris, Belin-De Boeck, coll. « Europe et Histoire », 1997.

Delon Michel (dir.), *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, Puf, 1997.

Ferrand Nathalie, *Le Roman français au berceau de la culture allemande. Réception des fictions de langue française à Weimar au XVIIIe siècle, d'après les fonds de la Herzogin Anna Amalia Bibliothek*, Montpellier, université de Montpellier-III, 2003.

Ferrone Vincenzo et Roche Daniel (dir.), *Le Monde des Lumières*, Paris, Fayard, 1999.

Im Hof Ulrich, *Les Lumières en Europe*, Paris, Le Seuil, coll. « Faire l'Europe », 1993.

Jacob Margaret C., *Strangers Nowhere in The World: The Rise of Cosmopolitanism in Early Modern Europe*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2006.

« L'Europe des Lumières », *XVIIIe siècle*, dossier coordonné par Claude Michaud, 1993, 25.

Lilti Antoine, *Le Monde des salons. Sociabilité et mondanité à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Fayard, 2005.

Markovits Rahul, « "L'Europe française", une domination culturelle, Kaunitz et le théâtre français à Vienne au XVIIIe siècle », *Annales.*

Histoire, Sciences sociales, juillet-septembre 2012, no 3, p. 717-751.

Masseau Didier, *L'Invention de l'intellectuel dans l'Europe du XVIIIe siècle*, Paris, Puf, coll. « Perspectives littéraires », 1994.

Pomeau René, *L'Europe des Lumières. Cosmopolitisme et unité européenne au XVIIIe siècle*, Paris, Stock, 1966 ; nouv. éd., Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1995.

Poulot Dominique, *Les Lumières*, Paris, Puf, coll. « Premier Cycle », 2000.

Réau Louis, *L'Europe française au Siècle des Lumières*, Paris, Albin Michel, coll. « L'Évolution de l'humanité », 1938 ; rééd., 1971.

Roche Daniel, *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*, Paris, Fayard, 2003.

Thomson Ann, Burrows Simon and Dziembowski Edmond (eds.), with Sophie Audidière, *Cultural Transfers: France and Britain in The Long Eighteenth Century*, Oxford, Voltaire Foundation, SVEC 2010:04.

(suivi et fn de la page no 4)

Avec Jens Häseler et Antony McKenna (dir.) *Réseaux de correspondance à l'âge classique (XVIe-XVIIIe siècle)*, Saint-Étienne, Université de Saint- Étienne, 2006.

Le mythe de l'Europe française. Diplomatie, culture et sociabilités au temps des Lumières, Paris, Autrement, coll. « Mémoires », 2007.

Les francs-maçons au siècle des Lumières (en japonais), préface de Katsumi Fukasawa, Tôkyô, éditions Yamakawa-Shuppansha, Yamakawa Lectures 005, 2009.

Avec Silvia Marzagalli, *Atlas de la Révolution française*, Paris, Autrement, coll. « Atlas/Mémoires », 2010.

Avec Pierrick Pourchasse (dir.), *Les Circulations internationales en Europe, années 1680-années 1780*, Rennes, Pur, coll. « Histoire », 2010, 504 p.

L'Europe au siècle des Lumières, Paris, Ellipses, coll. « Le monde : une histoire », 2011.

La France des Lumières (1715-1789), Histoire de France, Paris, Belin, 2011.

Avec Kenneth Loiselle, Jean-Marie Mercier et Thierry Zarcone (dir.), *Diffusions et circulations des pratiques maçonniques XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Franc-maçonneries, 2013.

Avec Héloïse Hermant (dir.), *Entrer en communication de l'âge classique aux Lumières*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Les Méditerranées », 2013.

TABLE DES MATIERES

Introduction 4

Chapitre I – **République des Lettres ou Europe aristocratique ?** 13

I. L'héritage de la République des Lettres, 13 : 1. Penser l'Europe au XVIIIe siècle, 13 ; 2. Un commerce intellectuel, 13 – II. L'Europe des Lumières académiques et savantes, 17 : 1. Les académies, 17 ; 2. Affiliations croisées, 19 ; 3. Académies et enseignement, 21 – III. Savants et amateurs, 25 : 1. Les républicains des Lettres, 25 ; 2. L'érudition plutôt que les combats des Lumières, 27 – IV. L'Europe de la distinction et de la bonne société, 31 : 1. La vie de société, 31 ; 2. Les salons : un théâtre mondain, 33 ; 3. Un modèle français ?, 38.

Chapitre II – **L'Europe des Lumières : un espace de circulation et d'échanges** 43

I. La presse périodique, 43 : 1. Les gazettes et les journaux, 43 ; 2. Les gazettes européennes de langue française, 45 ; 3. La presse britannique, 50 – II. Les nouvelles à la main, 52 : 1. Information clandestine et bohème littéraire, 52 ; 2. Gazettes et diplomatie, 55 ; 3. Information politique et correspondance littéraire, 57 ; 4. Princes et médiateurs culturels, 60 – III. Des journaux aux livres, 63 : 1. Presse et échanges culturels, 63 ; 2. Circulations savantes et périodiques scientifiques, 63 – IV. De la plume à la toile : la correspondance et ses réseaux, 73 : 1. Correspondance et échanges savants, 73 ; 2. Une mobilisation européenne, 78 – V. Le Grand Tour et la culture de la mobilité des noblesses européennes, 81 ; 1. Un tour de formation, 81 ; 2. Évolution, 82 ; 3. Une entrée remarquée dans le monde, 86.

Chapitre III – **L'Europe des Lumières maçonniques : un espace en cours d'intégration** 88

I. Un succès remarquable, 88 – II. Quelle Europe ?, 92 – III. Les réseaux de l'Europe maçonnique, 96 – IV. Les exclus, 101 – V. Lumières maçonniques, Lumières pro- fanes, 103

Chapitre IV – **Unité et divisions de l'Europe des Lumières** 109

I. L'Europe française : un malentendu ?, 109 : 1. Le modèle français et ses limites, 109 ; 2. Cosmopolitisme et émergence d'une conscience nationale, 114 – II. L'impact des confits européens, 120 : 1. Les projets de paix perpétuelle, 120 ; 2. La rupture de la guerre de Sept Ans, 124.

Conclusion 129

Bibliographie 131